



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

1^{er} semestre 2020

ABREVIATIONS

AFD	Agence Française de Développement
BAM	Bank Al-Maghrib
CA	Conseil d'Administration
CAC	Commissaires aux comptes
CAR	Comité d'audit et des risques
CEB	Charges d'exploitation bancaire
CES	Créances en souffrance
CGE	Charges générales d'exploitation
CT	Collectivités Territoriales
DFIs	Development Finance Institutions (Institutions financières de développement)
DGSSI	Direction Générale de la Sécurité des Systèmes d'Information
ENB	Engagements hors bilan
E&S	Environnemental et Social
MDH	Millions de dirhams
MEN	Ministère de l'Education Nationale
MI	Ministère de l'Intérieur
MMDH	Milliards de dirhams
PCA	Plan de Continuité d'Activité
PEB	Produits d'exploitation bancaire
PNB	Produit net bancaire
PRDTS	Programme de Réduction des Disparités Territoriales et Sociales
SGES	Système de gestion environnementale et sociale

SOMMAIRE

FAITS MARQUANTS	4
------------------------	----------

CHIFFRES CLÉS	5
----------------------	----------

ACTIVITÉ DE PRÊTS AU 30 JUIN 2020	6
----------------------------------------------	----------

1. Décaissements de prêts
2. Attributions et engagements de prêts
3. Situation des engagements hors bilan

FINANCEMENT DE L'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2020	10
------------------------------------------------------	-----------

1. Evolution des ressources
2. Evolution des emplois

RÉSULTATS ET INDICATEURS FINANCIERS AU 30 JUIN 2020	13
----------------------------------------------------------------	-----------

1. Indicateurs d'exploitation
2. Bilan
3. Ratios réglementaires
4. Communication financière au 30 juin 2020

FAITS MARQUANTS

Dans le contexte de la crise sanitaire du Covid-19, le FEC a déclenché dès le mois de mars 2020 son Plan de Continuité d'Activité (PCA), qui lui a permis de maintenir l'activité de la Banque et de répondre, dans les délais, aux besoins des Collectivités Territoriales en termes de mobilisation des financements.

En adhésion à l'élan de solidarité nationale insufflé par Sa Majesté le Roi que Dieu le Glorifie, et en tant que banque publique citoyenne souhaitant répondre à l'appel du devoir national, le Conseil d'Administration réuni en date du 28 mai 2020, a approuvé le versement par le FEC d'une contribution de 100 MDH au profit du Fonds spécial pour la gestion de la pandémie liée au Covid-19.

En dépit du contexte pandémique, la mise en place du PCA a permis au FEC de maintenir ses capacités opérationnelles dès lors que le volume global des engagements de prêts a atteint 1 812 MDH au titre du 1^{er} semestre 2020, en hausse de 13% par rapport à la même période de l'année dernière. Ces engagements de prêts ont concerné principalement le financement de projets qui s'inscrivent dans le cadre de programmes de mise à niveau et de développement urbain, de développement et de renforcement des infrastructures de base, d'aménagement de réseaux routiers et de lutte contre la précarité sociale. De leur côté, les décaissements de prêts ont atteint 1 241 MDH au titre du 1^{er} semestre 2020, en hausse de 38% par rapport au 1^{er} semestre 2019.

De même, le FEC a poursuivi au cours du 1^{er} semestre 2020 la mise en œuvre de ses projets structurants, notamment :

Mise en place d'une stratégie de transformation digitale

Dans un contexte marqué par l'importance des enjeux liés à la digitalisation, le FEC a lancé en 2020, une étude relative à la mise en place de sa stratégie de transformation digitale en vue d'améliorer la qualité et l'efficacité des services rendus aux Collectivités Territoriales. Ce faisant, la digitalisation des services identifiés par le FEC permettra :

- De moderniser et de dématérialiser les flux et des services rendus aux CT permettant ainsi un gain en termes de mobilité, de simplification des processus, de traçabilité et de célérité dans le traitement des dossiers de prêts et les demandes de déblocage ;
- D'anticiper les besoins de financement et d'accompagnement des CT en leur proposant les produits et les services les mieux adaptés, à travers la mise en ligne d'un moteur de recommandation de produits/ services performants ;
- D'offrir un parcours Client intuitif et simple d'utilisation à travers un Front Office Digital de services riches et évolutifs en cohérence avec les stratégies digitales des acteurs de l'écosystème de développement local ;
- De renforcer l'accompagnement et l'appui aux CT en capitalisant sur l'expérience et les connaissances du FEC en matière du développement local ainsi que le suivi, au plus près, de l'état d'avancement des projets financés.

Diversification et pérennisation des sources de financement

Bailleurs de fonds internationaux

Dans le cadre de la poursuite de sa stratégie de financement ouverte sur l'international notamment auprès des DFIs, le FEC a intensifié au cours du 1^{er} semestre 2020 les échanges avec des bailleurs de fonds étrangers, notamment auprès d'institutions africaine, européenne et asiatique, pour bénéficier de financements à taux concessionnels et diversifier ses sources de financement.

Préparation du lancement du nouveau programme d'emprunts obligataires

Au cours du 1^{er} semestre 2020, le FEC a entamé avec ses conseillers financiers la préparation de la première émission dans le cadre du nouveau programme d'émission d'emprunts obligataires, autorisé par le Conseil d'Administration lors de sa réunion du 29 mai 2019, pour un montant global plafonné à 9 MMDH, avec la possibilité d'affecter un maximum de 2 MMDH à des émissions obligataires subordonnées.

Grâce à une présence régulière sur le marché obligataire, à raison d'une émission par an depuis 2014, le FEC peut se financer dans des conditions optimales et diversifier ses sources de financement à long terme.

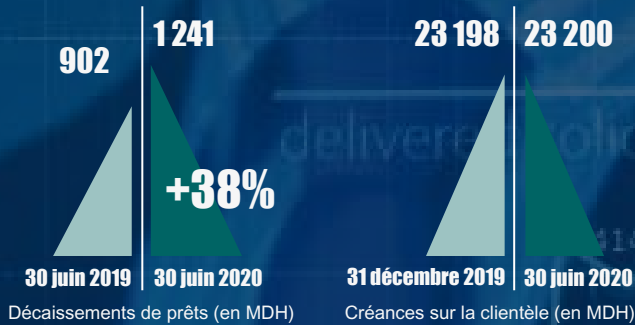
Mise en place d'un Système de Gestion Environnementale et Sociale (SGES)

Dans le cadre de la stratégie nationale de développement durable du Maroc et au regard des enjeux liés à la lutte contre les changements climatiques, les Collectivités Territoriales sont aujourd'hui appelées, eu égard à leurs larges prérogatives, à mettre les enjeux environnementaux et sociaux (E&S) au cœur de leurs priorités en matière d'élaboration des programmes de développement et de mise en œuvre de leurs projets d'investissement.

Dans la volonté d'accroître ses interventions au profit des CT pour le financement des projets de développement durable et à co-bénéfice climat, le FEC a initié la mise en place de son SGES qui devrait lui permettre de se doter des compétences, procédures et outils requis pour l'évaluation des risques et des impacts environnementaux et sociaux des projets soumis à ses financements et assister les CT lors du montage de leurs projets tout en respectant la réglementation nationale relative aux sauvegardes E&S et les standards internationaux en la matière.

Au-delà du renforcement des capacités du FEC en matière d'évaluation et de suivi des impacts E&S des projets soumis à son financement, la mise en place du SGES permettrait à la Banque de répondre aux prérequis des bailleurs de fonds internationaux en vue d'accéder à des financements compétitifs, notamment ceux liés à la finance climat.

Indicateurs d'activité



Les décaissements de prêts au titre du premier semestre 2020 ont atteint 1 241 MDH, en hausse de 38% par rapport à la même période de l'année dernière.

Les créances sur la clientèle ont atteint plus de 23 MMDH au 30 juin 2020 et dont la quasi-totalité correspond à des crédits à l'équipement.

Indicateurs de résultat

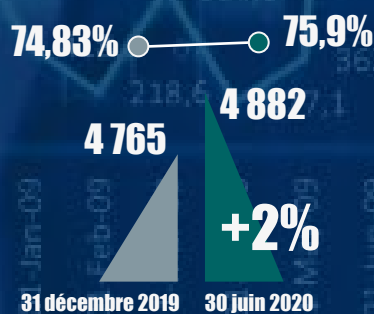


Le PNB a enregistré une augmentation de près de 11% au 30 juin 2020 par rapport à la même période de l'année dernière, pour atteindre 294 MDH, grâce à la bonne tenue des indicateurs d'activité et à l'optimisation du coût des ressources mobilisées.



Un résultat net impacté par la comptabilisation, au titre du 1^{er} semestre 2020, de 50% de la contribution de 100 MDH au profit du Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du Coronavirus (Covid-19). Ne tenant pas compte de cette contribution, le résultat net aurait atteint 162 MDH.

Indicateurs de Bilan



▲ Fonds propres et assimilés* (En MDH)
○ Coefficient de solvabilité

(*) Y compris un emprunt obligataire subordonné d'un montant de 1 milliard de MAD

Une amélioration de la solvabilité de la Banque à travers le renforcement de son assise financière, à même de lui permettre de continuer à accompagner les besoins croissants des Collectivités Territoriales.

Indicateurs de risque



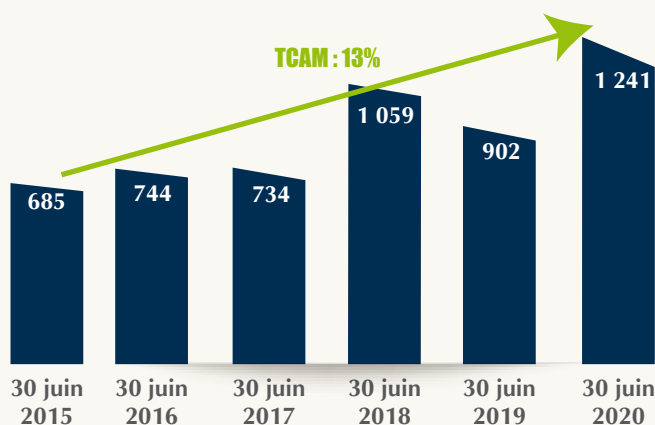
La poursuite de l'amélioration des indicateurs de risque, avec un niveau du taux des CES quasi-nul, grâce notamment à la maîtrise du risque de contrepartie.

ACTIVITE DE PRÊTS AU 30 JUIN 2020

1. Décaissements de prêts

Le premier semestre de l'année 2020 a été marqué, malgré la crise sanitaire liée au Covid-19, par une évolution favorable de l'activité en terme de décaissements des prêts. Ainsi, les décaissements de prêts ont augmenté de 38% au 30 juin 2020 par rapport à la même période de l'année dernière, pour s'établir à 1 241 MDH.

Evolution des décaissements de prêts au 30 juin entre 2015 et 2020 (en MDH)



L'analyse de l'évolution des décaissements de prêts au 30 juin durant la période 2015-2020 confirme le changement d'échelle opéré au niveau des financements de la Banque au profit du secteur public local. En effet, avec un taux de croissance annuel (TCAM) moyen de près de 13%, le volume des décaissements de prêts a presque doublé au 30 juin 2020 par rapport au 30 juin 2015.

Confirmation du changement d'échelle opéré au niveau des financements de la Banque au profit du secteur public local

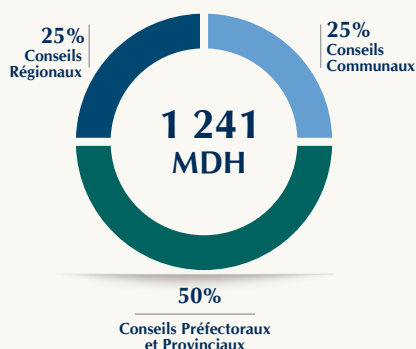
Toutefois, il est à préciser que la banque anticipe, au titre de l'année 2020, un montant prévisionnel des décaissements moins soutenu qu'en 2019, conséquence notamment d'un glissement temporel à 2021, dans la réalisation de certains projets des Collectivités Territoriales.

Au 30 juin 2020, les décaissements de prêts ont concerné le financement de 81 projets au profit de différentes catégories de Collectivités Territoriales et couvrant plusieurs secteurs d'intervention. Ces projets concernent notamment la réalisation de projets d'infrastructures et de superstructures, tant en milieu urbain que rural.

Répartition des décaissements de prêts par type d'emprunteur

La répartition des décaissements de prêts par type d'emprunteur au 30 juin 2020 se présente comme suit :

Collectivités Territoriales	30 juin 2018		30 juin 2019		30 juin 2020	
	En MDH	Part en %	En MDH	Part en %	En MDH	Part en %
Conseils Communaux	259	24%	115	13%	314	25%
Conseils Préfectoraux et Provinciaux	435	41%	403	45%	621	50%
Conseils Régionaux	365	35%	347	38%	306	25%
Groupements de Communes / ECI	0	0%	37	4%	0	0%
Total	1 059	100%	902	100%	1 241	100%



Prédominance des Conseils Préfectoraux et Provinciaux dans la structure des décaissements de prêts au 30 juin 2020

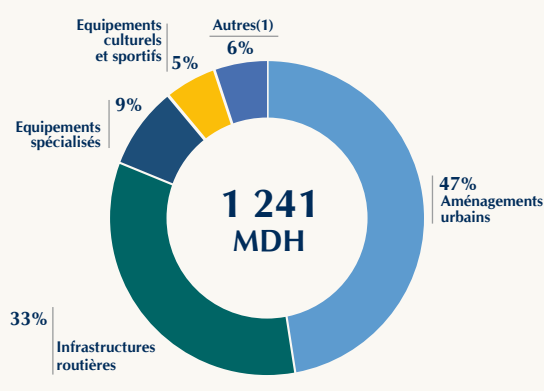
- » Les décaissements de prêts réalisés au profit des Conseils Préfectoraux et Provinciaux se sont établis à 621 MDH au 30 juin 2020, soit 50% du total des décaissements de prêts. Ces décaissements de prêts correspondent au financement de Programmes de Développement Territorial couvrant principalement des projets d'aménagements urbains, d'infrastructures routières, de protection contre les inondations et d'équipements culturels et socio-sportifs notamment dans le cadre du Programme Développement du Grand Casablanca ;
- » Les décaissements de prêts opérés en faveur des Conseils Régionaux représentent 25% du volume global des décaissements de prêts au 30 juin 2020, soit un montant de 306 MDH. Près de 82% de ces décaissements de prêts ont concerné les projets et programmes d'investissement de deux Conseils Régionaux, principalement pour la réalisation de travaux d'aménagements d'axes routiers structurants et de mise à niveau urbaine ;
- » Le volume des décaissements de prêts effectués au profit des Conseils Communaux s'établit à 314 MDH, soit 25% du volume global des décaissements de prêts réalisés durant le premier semestre de l'année 2020. Ces décaissements couvrent le financement de projets d'infrastructure de base, de construction d'une gare routière ainsi que d'aménagement d'équipements culturels et sportifs.

Répartition des décaissements de prêts par secteur d'intervention

La répartition des décaissements de prêts par secteur d'intervention au 30 juin 2020 se présente comme suit :

Secteurs d'intervention	30 juin 2018		30 juin 2019		30 juin 2020	
	En MDH	Part en %	En MDH	Part en %	En MDH	Part en %
Aménagements urbains*	584	55%	525	58%	586	47%
Infrastructures routières*	218	21%	141	16%	411	33%
Assainissement liquide et solide*	4	0%	140	16%	22	2%
Equipements culturels et sportifs	103	10%	46	5%	59	5%
Electricité	43	4%	0	0%	6	0%
Equipements commerciaux*	3	0%	6	1%	38	3%
Transport urbain	79	7%	37	4%	0	0%
Equipements spécialisés	17	2%	0	0%	107	9%
Eau potable	7	1%	4	0%	12	1%
Etudes	2	0%	2	0%	0	0%
Total	1 059	100%	902	100%	1 241	100%

(*) : Les volumes correspondant aux secteurs "Aménagements urbains", "Infrastructures routières", "Assainissement liquide et solide" et "Equipements commerciaux" ont fait l'objet de réajustements par rapport aux chiffres communiqués pour les années 2018 et 2019 pour davantage se conformer à la nature des travaux des projets financés.



Autres (1) : Assainissement liquide et solide, Electricité, Equipements commerciaux, Transport urbain, Eau potable, Etudes

- » Le secteur des aménagements urbains occupe une place prépondérante dans la structure des décaissements de prêts affichant un montant de décaissement de 586 MDH, soit 47% du total décaissé au 30 juin 2020. Ces décaissements concernent principalement la réalisation de la mise à niveau et la modernisation des équipements urbains, de l'aménagements de voiries et d'ouvrages d'art en milieu urbain.
- » Le secteur des infrastructures routières arrive en deuxième position dans la structure des prêts décaissés pour un montant de 411 MDH, soit une part de 33% du montant total décaissé au 30 juin 2020. Ces financements ont porté sur la construction et l'aménagement de routes et d'ouvrages d'art, notamment dans le cadre du Programme de Réduction de Disparités Territoriales et Sociales en milieu rural (PRDTS).
- » Les secteurs de l'assainissement liquide et solide, de l'électricité, des équipements commerciaux, du transport urbain, de l'eau potable et des études ont représenté 6% du volume global des décaissements de prêts au 30 juin 2020.

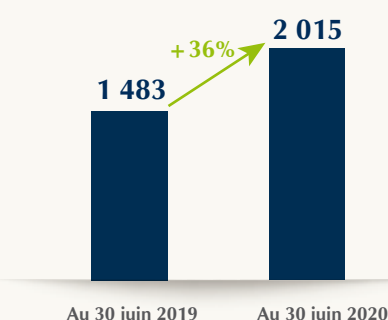
Prédominance des secteurs des aménagements urbains et des infrastructures routières dans la structure des décaissements de prêts au 30 juin 2020

2. Attributions et engagements de prêts

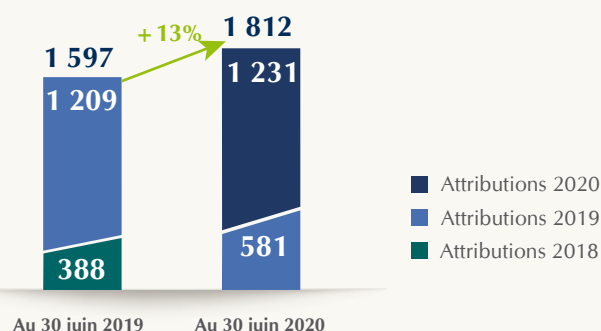
Au 30 juin 2020, le volume des attributions de prêts a atteint 2 015 MDH contre 1 483 MDH au 30 juin 2019, en hausse de 36%. Ces attributions ont concerné le financement de 22 projets dans 6 secteurs d'intervention et portent sur un investissement total de plus de 3,7 MMDH au profit de 14 Collectivités Territoriales.

De même, les engagements de prêts ont enregistré une hausse de 13% au cours du 1^{er} semestre 2020 et se sont établis à 1 812 MDH contre 1 597 MDH au 1^{er} semestre 2019. En effet, et grâce au déclenchement du Plan de Continuité d'Activité, dès le début du mois de mars 2020, le FEC a maintenu son rythme de financement des Collectivités Territoriales, et ce, en dépit de la crise sanitaire ayant marqué le 1^{er} semestre de l'année 2020. Ainsi, le 1^{er} semestre de l'année 2020 a été marqué par la poursuite de la concrétisation des attributions de prêts accordées en 2020 dès lors que près de 68% de leur volume global, soit 1 231 MDH a été concrétisé en engagements de prêts au cours de la même année.

Attributions de prêts (en MDH)



Engagements de prêts (en MDH)

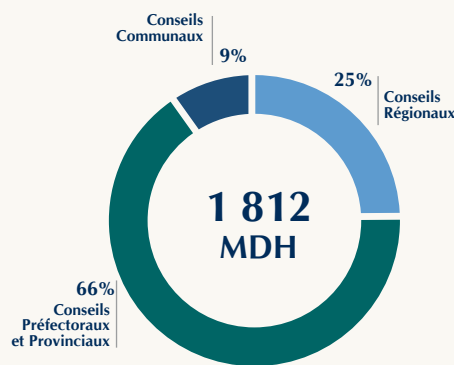


Ces engagements de prêts ont porté sur le financement de 21 projets couvrant 7 secteurs d'intervention au profit de 12 Collectivités Territoriales, pour un coût global de près de 4,6 MMDH.

Répartition des engagements de prêts par type d'emprunteur

La répartition des engagements de prêts par type d'emprunteur au 30 juin 2020 se présente comme suit :

Collectivités Territoriales	30 juin 2018		30 juin 2019		30 juin 2020	
	En MDH	Part en %	En MDH	Part en %	En MDH	Part en %
Conseils Régionaux	878	41%	940	59%	458	25%
Conseils Préfectoraux et Provinciaux	792	38%	436	27%	1 185	66%
Conseils Communaux	439	21%	221	14%	169	9%
Total	2 109	100%	1 597	100%	1 812	100%



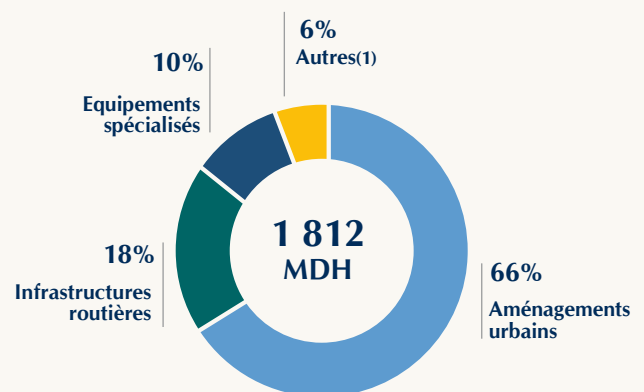
» Le montant des engagements de prêts des Conseils Préfectoraux et Provinciaux a représenté 66% du volume global des engagements de prêts à fin juin 2020, soit 1 185 MDH. Ces financements concernent cinq Conseils Préfectoraux et Provinciaux et s'inscrivent principalement dans le cadre de programmes de développement territorial couvrant la mise à niveau urbaine, le renforcement des infrastructures de base des communes et le programme de lutte contre la précarité sociale.

» Les engagements de prêts au profit des Conseils Régionaux et des Conseils Communaux ont atteint respectivement 458 MDH et 169 MDH au 30 Juin 2020, en baisse par rapport à la même période de l'année dernière. En effet, le 1er semestre 2019 a été marqué par l'engagement d'un prêt de 720 MDH au profit d'un Conseil Régional dans le cadre du projet structurant de la construction de la voie express Tiznit-Laâyoune.

Prédominance des Conseils Préfectoraux et Provinciaux dans la structure des engagements de prêts au 30 juin 2020, portant sur la réalisation de programmes de développement territorial dont le Programme de Développement du Grand Casablanca

Répartition des engagements de prêts par secteur d'intervention

Secteurs d'intervention	30 juin 2018		30 juin 2019		30 juin 2020	
	En MDH	Part en %	En MDH	Part en %	En MDH	Part en %
Aménagements urbains	1 093	52%	578	36%	1 201	66%
Infrastructures routières	789	37%	870	54%	325	18%
Equipements spécialisés	85	4%	0	0%	180	10%
Assainissement liquide et solide	67	3%	43	3%	30	2%
Equipements culturels et sportifs	11	1%	14	1%	54	3%
Eau potable	14	1%	73	5%	15	1%
Equipements commerciaux	29	1%	6	0%	0	0%
Electricité	21	1%	13	1%	7	0%
Total	2 109	100%	1 597	100%	1 812	100%



Autres (1) : Assainissement liquide et solide, Equipements culturels et sportifs, Eau potable, Equipements commerciaux, Electricité

Prédominance du secteur des aménagements urbains dans la structure des engagements de prêts à fin juin 2020

La répartition des engagements de prêts par secteur d'intervention au 30 juin 2020 se présente comme suit :

- » Prédominance du secteur des aménagements urbains qui a représenté 66% du volume global des engagements de prêts au 30 juin 2020, soit 1 201 MDH.
- » Le secteur des infrastructures routières a représenté 18% du volume global des engagements de prêts à fin juin 2020 pour un montant de 325 MDH, dont 91% correspond au financement de projets dans le cadre du Programme de Réduction de Disparités Territoriales et Sociales en milieu rural.

» Les engagements de prêts relatifs au secteur des équipements spécialisés ont atteint 180 MDH, soit 10% du volume global des engagements de prêts au 30 juin 2020. Ces financements ont principalement porté sur la réalisation des projets suivants :

- » La construction d'une gare routière dans le cadre du « Programme intégré de développement urbain de la ville de Rabat 2014-2018 : Rabat ville des lumières, Capitale culturelle du Maroc ».
- » La construction et la mise à niveau des centres médicaux pour les personnes en situation de précarité dans le cadre du Programme de lutte contre la précarité, lequel s'inscrit dans le cadre du Programme de Développement du Grand Casablanca.

3. Situation des engagements en hors bilan (EHB)

Les engagements de financement donnés par le FEC en faveur de la clientèle s'élèvent au 30 juin 2020 à 7 069,2 MDH. L'évolution de ces engagements de décembre 2019 au 30 juin 2020, se présente comme suit :

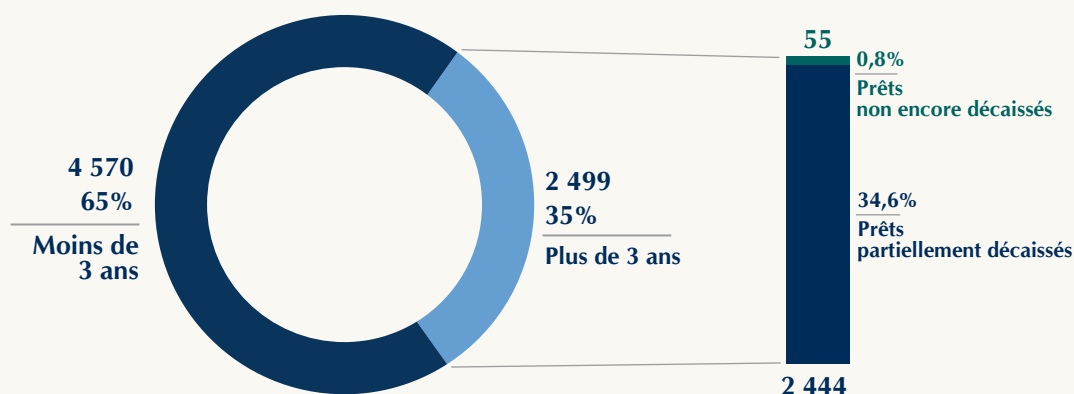
Evolution des EHB (en MDH)

Situation au 31 Décembre 2019	6 632,7
Nouveaux engagements	1 812,3
Décaissements	1 241,4
Annulations	134,4
Situation au 30 juin 2020	7 069,2

L'analyse de la situation des engagements en hors bilan, arrêtée au 30 juin 2020, fait ressortir que près de 65% du volume global correspond à des prêts récents engagés depuis moins de 3 ans.

La répartition de ces engagements par ancienneté se présente comme suit :

Répartition des EHB par ancienneté (en MDH)



Financement de l'activité au 30 juin 2020

1. Evolution des ressources

Les ressources du FEC se sont établies au 30 Juin 2020 à 2 111 MDH et sont constituées essentiellement des recouvrements d'annuités à hauteur de 2 021 MDH, soit 96% du total des ressources, comme il ressort du tableau suivant :

Ressources (en MDH)	Au 30/06/2019 en MDH	Au 30/06/2020 en MDH	Part au 30/06/2020 en %
Recouvrement d'annuités	1 981	2 021	96%
Ressources d'emprunts	1 206	0	0%
Emprunts Intérieurs (moyen et long termes)	0	0	0%
Emprunts Intérieurs (court terme)	0	0	0%
Emprunts Extérieurs	546	0	0%
Encours des Avances sur le Marché Monétaire	660	0	0%
Autres (Intérêts créditeurs, restitutions TVA, agios...)	20	17	1%
Autres recettes	20	17	1%
Solde initial	1	73	3%
Total Ressources	3 208	2 111	100%

Recouvrement d'annuités

Les recouvrements d'annuités ont porté sur un montant global de 2 021 MDH. La répartition des recouvrements par ancienneté montre une prédominance des échéances de l'exercice 2020 qui représentent 99,8% du montant des recouvrements, soit 2 017 MDH. Le reste des recouvrements porte sur les échéances antérieures à 2020 qui représentent 0,2% du total des recouvrements, soit 4 MDH.

Financement de l'activité

Les ressources du FEC sont constituées principalement d'emprunts à moyen et long termes mobilisés sur le marché financier domestique, par le biais des crédits bancaires, des emprunts obligataires et des certificats de dépôt, ainsi que des emprunts extérieurs contractés auprès des bailleurs de fonds étrangers.

Par ailleurs, en fonction de l'évolution de ses besoins et des conditions du marché financier, le FEC fait appel ponctuellement à des ressources relais à court terme, en attendant leur transformation en ressources à moyen et long terme. Ainsi, et compte tenu d'un besoin en financement relativement limité, le FEC a eu recours à des ressources relais à court terme, lesquelles ont été totalement remboursées avant la fin du 1^{er} semestre 2020.

Par ailleurs, le FEC a mené au cours du 1^{er} semestre 2020 un certain nombre d'actions afin de mettre en place de nouveaux financements, dont notamment :

Préparation du lancement du nouveau programme obligataire

A l'issue d'un appel d'offres ouvert, le FEC a désigné le Groupement constitué de CFG Bank et Société Générale, en date du 3 février 2020, en tant que conseillers financiers afin de l'accompagner dans le cadre du nouveau programme d'émission d'emprunts obligataires pour un montant global plafonné à 9 MMDH, avec la possibilité d'affecter un maximum de 2 MMDH à des émissions obligataires subordonnées, lequel a été autorisé par le Conseil d'Administration lors de sa réunion du 29 mai 2019.

Ainsi, le FEC a entamé avec ses conseillers financiers la préparation de la première émission dans le cadre dudit programme, dont la réalisation est prévue au cours du 2^{ème} semestre de l'exercice 2020.

Il est à noter que le planning et les caractéristiques techniques de cette émission seront fixés sur la base des conditions du marché et des résultats des sondages qui seront effectués par les conseillers financiers auprès des investisseurs potentiels, tout en tenant compte des contraintes de gestion actif/passif du FEC et en veillant à l'optimisation de ses coûts de refinancement.

Partenariats stratégiques de financement avec des bailleurs de fonds étrangers

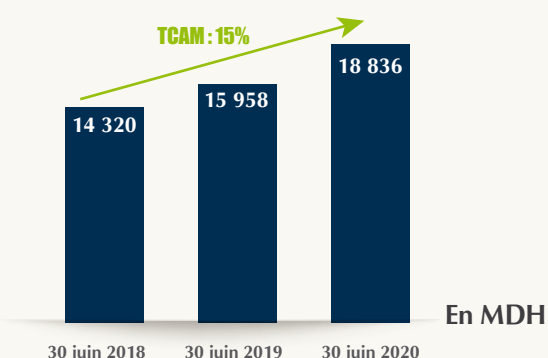
Dans le cadre de la poursuite de sa stratégie de financement ouverte sur l'international notamment auprès des DFIs, et outre le partenariat noué en 2018 avec l'Agence Française de Développement (AFD), le FEC a intensifié, au cours du 1^{er} semestre 2020, les échanges avec d'autres bailleurs de fonds étrangers pour bénéficier de financements à taux concessionnels, notamment des institutions africaine, européenne et asiatique, en vue de finaliser les négociations des conditions financières et de la documentation juridique. Ces partenariats stratégiques de financement devraient permettre au FEC d'optimiser le coût de sa ressource et de diversifier ses sources de financement dans un contexte favorable en termes de conditions financières.

Evolution de la structure de la dette

L'analyse de l'évolution de l'encours de la dette permet de noter une tendance haussière sur la période allant du 30 juin 2018 au 30 juin 2020, traduisant l'augmentation du recours à l'emprunt pour le financement des besoins croissants de l'activité du FEC.

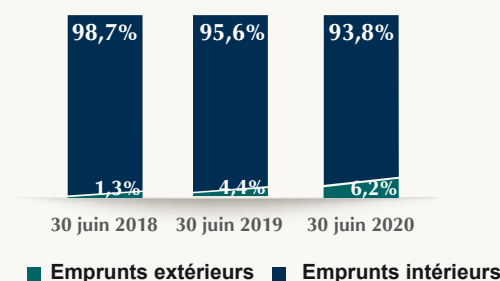
Ainsi, l'encours de la dette est passé de 14,3 MMDH au 30 juin 2018 à 18,8 MMDH au 30 juin 2020, soit une hausse annuelle moyenne de près de 15% sur cette période.

Evolution de l'encours des emprunts¹



Structure de la dette par origine

Répartition des encours des emprunts par origine



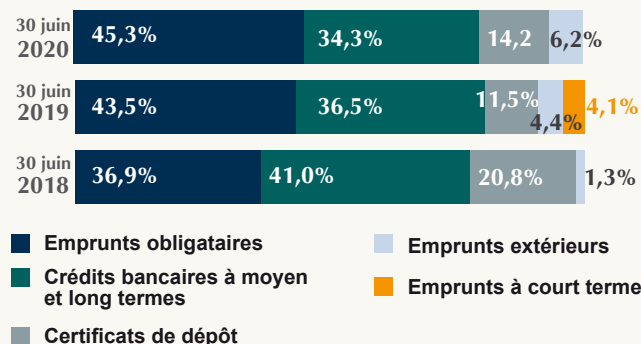
Les ressources en provenance du marché intérieur continuent de prédominer dans la structure de la dette par origine, et représentent près de 94% de l'encours des emprunts au 30 juin 2020. Cette situation s'explique principalement par le recours au marché financier local qui présente des conditions de financement et de liquidité intéressantes.

Par ailleurs, l'analyse de l'évolution de la structure de la dette par origine permet de constater un accroissement de la part des emprunts extérieurs dans la dette globale du FEC, passant de 1,3% au 30 juin 2018 à 6,2% au 30 juin 2020. Cette hausse est liée à la mobilisation, au cours de l'exercice 2019, de la totalité de la ligne de crédit de 100 millions d'Euros contractée auprès de l'AFD.

Répartition de la dette par type d'emprunt

Au 30 juin 2020, la dette du FEC est principalement constituée d'emprunts obligataires dont l'encours représente 45,3% de la dette globale, suivis des crédits bancaires à long terme et des certificats de dépôt, dont l'encours représente respectivement 34,3% et 14,2%.

Répartition de la dette par type d'emprunt



La structure de la dette par type d'emprunt reflète la stratégie de mobilisation des ressources du FEC, axée sur une diversification des ressources à moyen et long termes, en conciliant entre les contraintes de gestion actif/passif et les objectifs d'optimisation des coûts de financement.

L'évolution de l'encours de la dette par type d'emprunt confirme la prépondérance de la part des ressources de maturité longue au détriment des ressources à moyen et court termes. En effet, la part des emprunts obligataires a enregistré une hausse soutenue au cours des dernières années, passant de 36,9% au 30 juin 2018 à 45,3% au 30 juin 2020, et ce, grâce à une présence régulière du FEC sur le marché obligataire, à raison d'une émission par an depuis 2014.

Par ailleurs, il est à préciser que la hausse de la part des emprunts obligataires et des emprunts extérieurs dans la structure de la dette a compensé la baisse enregistrée de la part des crédits bancaires à moyen et long termes et des certificats de dépôt.

1. L'encours des emprunts correspond au capital restant dû hors intérêts et commissions courus et non échus, couverture contre le risque de change, différentiels d'intérêt et écarts de conversion

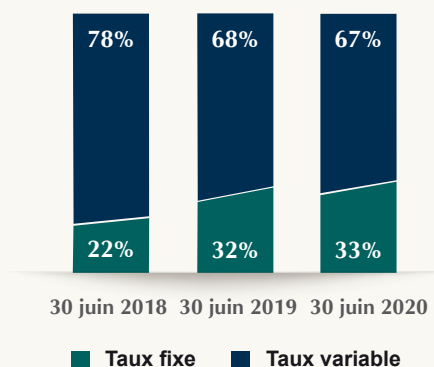
Structure de la dette par type de taux d'intérêt

L'analyse de l'évolution de la structure de la dette fait ressortir une prédominance des ressources à taux variable, dont la part a représenté en moyenne 71% entre fin juin 2018 et fin juin 2020.

Toutefois, la part des ressources à taux fixe a connu une hausse en passant de 22% au 30 juin 2018 à 33% au 30 juin 2020. Cette hausse s'explique notamment par la mobilisation de ressources à taux fixe sur la période analysée, par le biais des tranches à taux fixe des émissions obligataires et des certificats de dépôt ainsi que la mobilisation de la ligne de crédit AFD à taux fixe.

Par ailleurs, il est à préciser que l'évolution de la structure de la dette par type de taux découle de la stratégie de financement du FEC qui, en tenant compte des conditions du marché financier en termes de coût et de maturité, privilégie la mobilisation de ressources en adéquation avec les caractéristiques des crédits accordés à la clientèle afin d'améliorer l'adossement Actif/Passif.

Structure de la dette par type de taux



2. Evolution des emplois

Les emplois du FEC se sont caractérisés par :

- » Une hausse des décaissements des prêts qui sont passés de 902 MDH au 30 juin 2019 à 1 241 MDH au 30 juin 2020 ;
- » Un niveau de remboursement des emprunts, qui représente près de 23% du total des emplois, et qui s'établit à 481 MDH.

La structure des emplois est détaillée dans le tableau suivant :

Emplois (en MDH)	Au 30/06/2019	Au 30/06/2020	Part au 30/06/2020
Virements de prêts	902	1 241	59%
Remboursements d'Emprunts	1 944	481	23%
Emprunts Intérieurs	1 929	425	20%
Emprunts Extérieurs	15	56	3%
Dépenses budgétaires	29	21	1%
Dépenses de Fonctionnement	29	21	1%
Dépenses d'Equipement	0	0	0%
Autres Dépenses (dont TVA)	83	94	4%
Règlement IS	81	113	5%
Don au compte spécial « Lutte contre Coronavirus »	0	100	5%
Solde final	169	61	3%
Total Emplois	3 208	2 111	100%

Résultats et indicateurs financiers au 30 juin 2020

Les comptes du FEC, arrêtés au 30 juin 2020, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur et dans le respect des principes comptables prévus par le Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC), se présentent comme suit :

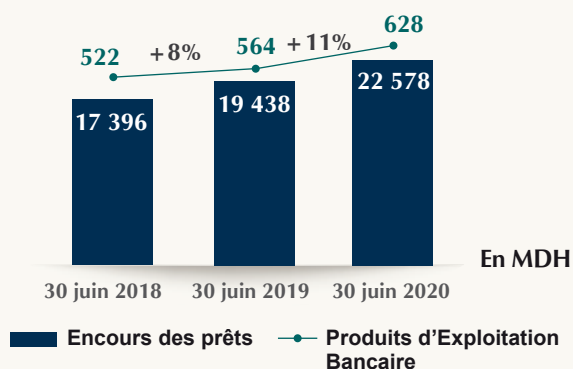
1. Indicateurs d'exploitation

En MDH

Compte de Produits et Charges	30 juin 2018	30 juin 2019	30 juin 2020	Variation 2020/2019
Produits d'Exploitation Bancaire	522	564	628	11%
Charges d'Exploitation Bancaire	279	299	334	12%
Produit Net Bancaire	243	265	294	11%
Charges Générales d'Exploitation	28	30	30	--
Dotations aux provisions sur CES	2	5	1	--
Reprises de provisions sur CES	0	1	4	--
Charges non courantes	10	5	56	--
Contribution au compte spécial « Lutte contre Coronavirus »	0	0	50	--
Contribution Sociale de Solidarité	0	5	6	20%
Autres	10	0	0	--
IS	81	86	95	10%
Résultat net	137	141	116	-18%

Produits d'Exploitation Bancaire (PEB)

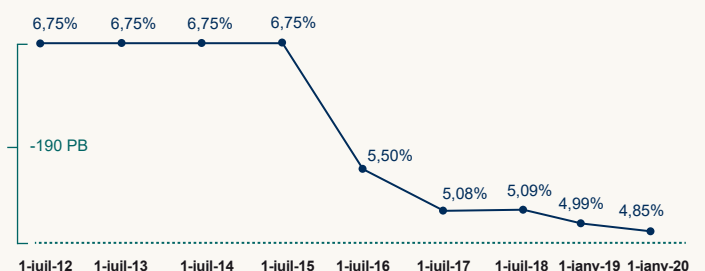
Au 30 juin 2020, les PEB ont augmenté de 64 MDH découlant de ce qui suit :



- » Sur le plan qualitatif, d'un taux de recouvrement de plus de 98%, qui a permis de constater en produits la quasi-totalité des intérêts attendus au titre du 1^{er} semestre 2020 ;
- » Sur le plan quantitatif, de l'évolution de l'encours des prêts qui a enregistré une augmentation de 16%, soit 3 140 MDH, pour passer de 19 438 MDH au 30 juin 2019 à 22 578 MDH au 30 juin 2020. Cette variation s'explique essentiellement par le fait qu'au cours de cette période, les décaissements se sont élevés à 4 529 MDH et les recouvrements, en principal, à 1 400 MDH.

La variation des PEB ainsi enregistrée s'explique simultanément par l'effet volume, de 79 MDH diminuée par l'effet taux de 15 MDH résultant de la baisse des intérêts des prêts, consécutive à la mise en place, à partir du 1er juillet 2016, d'une nouvelle grille tarifaire qui s'est traduite par la baisse des taux de sortie du FEC.

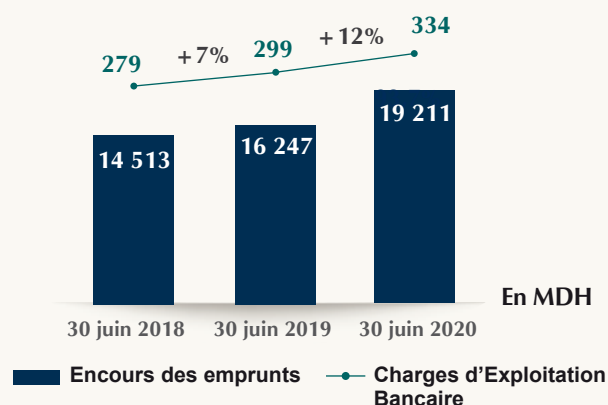
Taux variable	1 ^{er} juillet 2012	1 ^{er} juillet 2016	1 ^{er} juillet 2017	1 ^{er} juillet 2018	1 ^{er} janvier 2019	1 ^{er} janvier 2020
Durée ≤ 7 ans	6,25%	5,00%	4,58%	4,59%	4,49%	4,35%
7ans < Durée ≤ 10 ans	6,50%	5,25%	4,83%	4,84%	4,74%	4,60%
Durée > 10 ans	6,75%	5,50%	5,08%	5,09%	4,99%	4,85%



Charges d'Exploitation Bancaire (CEB)

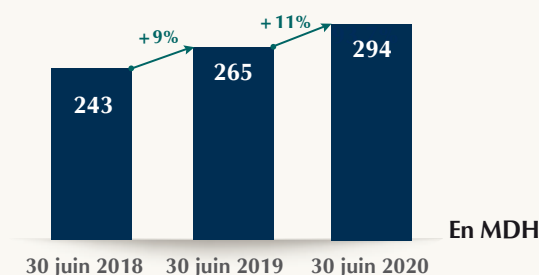
Les CEB s'élèvent à 334 MDH au 30 juin 2020, en augmentation de 12% par rapport au 30 juin 2019.

Cette hausse est principalement liée à l'évolution de l'encours des emprunts qui a atteint 19 211 MDH en juin 2020 contre 16 247 MDH au 30 juin 2019 et dont l'impact sur les CEB a été atténué grâce à la baisse du coût moyen des ressources mobilisées qui est passé de 3,74% en 2018 à 3,60% en 2019.



Produit Net Bancaire (PNB)

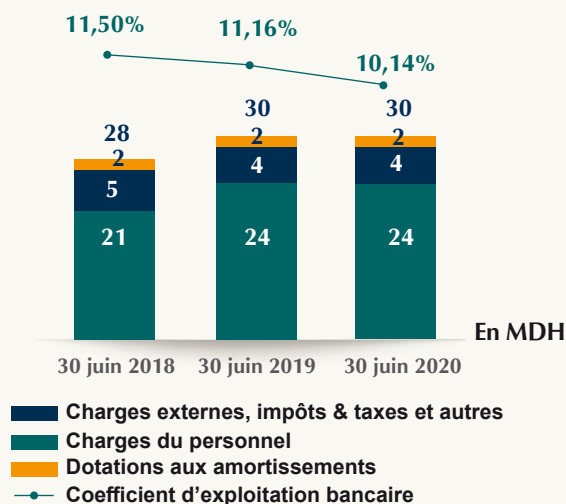
L'évolution conjuguée des PEB et des CEB a généré un PNB en progression de près de 11%, s'établissant ainsi à 294 MDH au 30 juin 2020 contre 265 MDH à la même période de l'année dernière.



Charges générales d'exploitation (CGE)

Les CGE s'élèvent à 30 MDH au 30 juin 2020, en stagnation, comparativement au 1^{er} semestre 2019 et sont constituées principalement des charges du personnel à hauteur de 80%, des charges externes pour 13% et des dotations aux amortissements des immobilisations pour 7%.

De ce fait, le Coefficient d'Exploitation poursuit son amélioration et s'établit à 10,14% au 30 juin 2020 contre 11,16% au 30 juin 2019.

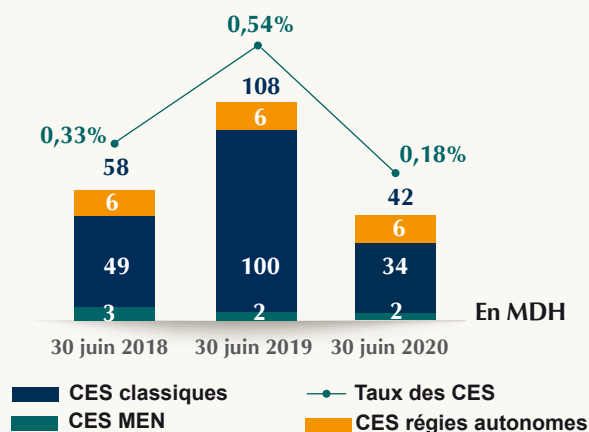


Créances en Souffrance (CES) et coût du risque-crédit

Les CES se sont établies à 42 MDH au 30 juin 2020, en baisse de 61% par rapport à la même période de l'exercice précédent.

De ce fait, le coût du risque-crédit, affiche une baisse, tel que retracé dans le tableau ci-dessous :

En MDH	30 juin 2018	30 juin 2019	30 juin 2020
Dotations aux provisions sur CES (1)	1,93	4,61	1,34
Reprises de provisions sur CES (2)	0,42	1,26	3,61
Coût du risque(3) = (1) - (2)	1,51	3,35	-2,27



Charges non courantes

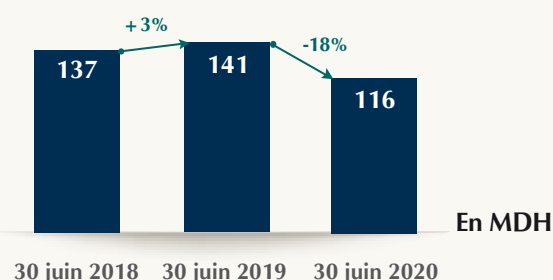
En adhésion à l'élan de solidarité nationale insufflé par Sa Majesté le Roi que Dieu le Glorifie, et en tant que banque publique citoyenne souhaitant répondre à l'appel du devoir national, le Conseil d'Administration réuni en date du 28 mai 2020, a approuvé le versement par le FEC d'une contribution de 100 MDH au profit du Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du Coronavirus (Covid-19).

Sur le plan comptable, ce don a été imputé en charges non courantes et sera totalement supporté par l'exercice 2020, à raison de 50 MDH par semestre et ce, en conformité avec les prescriptions de Bank Al-Maghrib.

Cependant, du point de vue de la réglementation fiscale, cette charge devra être étalée sur 5 ans, ce qui se traduit par une réintégration fiscale des 4/5 du montant de cette contribution.

Résultat Net

Compte tenu des éléments exposés ci-dessus et particulièrement :



- » d'une progression de 11% du PNB ;
- » d'une stagnation des CGE ;
- » de la comptabilisation, au titre du 1^{er} semestre 2020, de 50% de la contribution de 100 MDH au profit du Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du Coronavirus (Covid-19),

le résultat net s'établit à 116 MDH au 30 juin 2020, en baisse de 18% comparativement au 1^{er} semestre 2019. Ne tenant pas compte de la contribution précitée, le résultat net aurait atteint 162 MDH.

2. Bilan

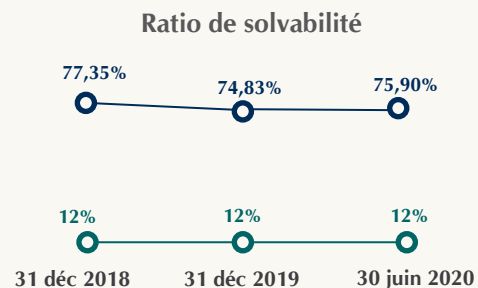
		En MDH									
ACTIF	juin 2018	Déc 2018	juin 2019	Déc 2019	juin 2020	PASSIF	juin 2018	Déc 2018	juin 2019	Déc 2019	juin 2020
Valeurs en caisse, Banques centrales et Trésor public	194	1	68	74	61	Banques centrales, Trésor public	0	0	0	0	0
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	2	2	1	1	1	Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	6 338	6 773	7 572	8 333	8 113
Créances sur la clientèle	17 912	20 286	19 968	23 198	23 200	Titres de créance émis	8 442	9 129	7 992	10 406	10 489
Titres de transaction et de placement	0	0	100	0	0	Autres passifs	106	27	166	49	119
Autres actifs	48	49	145	229	291	Fonds propres et assimilés	3 326	4 463	4 604	4 765	4 882
Immobilisations	56	54	52	51	50						
TOTAL	18 212	20 392	20 334	23 553	23 603	TOTAL	18 212	20 392	20 334	23 553	23 603

L'analyse de la structure du bilan fait ressortir que l'actif, qui s'élève à 23 603 MDH et qui se compose quasi-exclusivement des créances sur la clientèle, a connu une légère augmentation. Cette évolution qui s'explique par l'intensification des décaissements au cours du 1^{er} semestre de l'année 2020, reflète une rupture avec la tendance passée qui se traduisait par une baisse structurelle du total bilan à fin juin, comparativement à fin décembre.

La structure du passif est caractérisée par la prédominance des dettes de financement, réparties entre les emprunts à long termes et les titres de créances émis, qui représentent près de 80% du total des ressources.

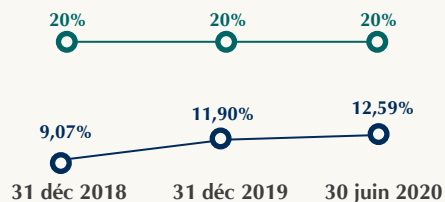
3. Ratios réglementaires

Le FEC a veillé au respect des ratios prudentiels édictés par Bank Al-Maghrib qui visent à préserver les équilibres financiers des établissements de crédit et à couvrir les risques, comme il ressort des indicateurs suivants :



○ Ratio de solvabilité ○ Plancher BAM

Coefficient maximum de division des risques (CMDR)



○ CMDR ○ Plafond BAM



4. COMMUNICATION FINANCIÈRE AU 30 JUIN 2020





COMPTES SOCIAUX **au 30 juin 2020**

BILAN		(en milliers MAD)	
ACTIF		30 Juin 2020	31 déc 2019
VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRESOR PUBLIC, SERVICE DES CHEQUES POSTAUX			
		61 236	73 569
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES			
		1 211	1 269
A Vue		1 211	1 269
A Terme		-	-
CREANCES SUR LA CLIENTELE			
		23 199 559	23 197 560
Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation			
		2 363	2 724
Crédits et financements participatifs à l'équipement			
		23 142 969	23 150 512
Crédits et financements participatifs immobiliers			
		21 234	22 334
Autres crédits et financements participatifs			
		32 933	21 991
CREANCES ACQUISES PAR AFFECTURAGE			
		-	-
TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT			
		-	-
Bons du Trésor et Valeurs Assimilées			
		-	-
Autres Titres de Créance			
		-	-
Titres de Propriété			
		-	-
Certificats de Sukuks			
		-	-
AUTRES ACTIFS			
		290 805	229 136
TITRES D'INVESTISSEMENT			
		-	-
Bons du Trésor et Valeurs Assimilées			
		-	-
Autres Titres de Créance			
		-	-
Certificats de Sukuks			
		-	-
TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES			
		25	25
Participation dans les entreprises liées			
		-	-
Autres titres de participation et emplois assimilés			
		25	25
Titres de Moudaraba et Moucharaka			
		-	-
CREANCES SUBORDONNEES			
		-	-
DEPOTS D'INVESTISSEMENT PLACES			
		-	-
IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL ET EN LOCATION			
		-	-
IMMOBILISATIONS DONNEES EN IJARA			
		-	-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
		713	453
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
		49 263	50 719
TOTAL ACTIF			
		23 602 811	23 552 731

PASSIF		30 Juin 2020	31 déc 2019
BANQUES CENTRALES, TRESOR PUBLIC, SERVICE DES CHEQUES POSTAUX			
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES			
		8 113 104	8 332 690
A Vue		-	-
A Terme		8 113 104	8 332 690
DEPOTS DE LA CLIENTELE			
		-	-
Comptes à Vue Créditeurs			
		-	-
Comptes d'Épargne			
		-	-
Dépôts à Terme			
		-	-
Autres Comptes Créditeurs			
		-	-
DETTES ENVERS LA CLIENTELE SUR PRODUITS PARTICIPATIFS			
TITRES DE CREANCE EMIS			
		10 489 035	10 405 900
Titres de Créance Négociables			
		2 723 743	2 694 808
Emprunts Obligataires			
		7 765 292	7 711 092
Autres Titres de Créance Emis			
		-	-
AUTRES PASSIFS			
		119 211	48 582
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
		15 135	15 135
PROVISIONS REGLEMENTEES			
		-	-
SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE			
		-	-
DETTES SUBORDONNEES			
		1 000 000	1 000 000
DEPOTS D'INVESTISSEMENT RECUS			
		-	-
ECARTS DE REEVALUATION			
		-	-
RESERVES ET PRIMES LIEES AU CAPITAL			
		2 750 423	2 458 658
CAPITAL			
		1 000 000	1 000 000
ACTIONNAIRES, CAPITAL NON VERSE (-)			
		-	-
REPORT A NOUVEAU (+/-)			
		-	-
RESULTATS NETS EN INSTANCE D'AFFECTATION (+/-)			
		-	-
		115 902	291 765
TOTAL PASSIF			
		23 602 811	23 552 731

HORS BILAN		(en milliers MAD)	
		30 Juin 2020	31 déc 2019
ENGAGEMENTS DONNES			
		7 069 167	6 632 685
Engagements de enancement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés			
		7 069 167	6 632 685
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle			
		-	-
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés			
		-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle			
		-	-
Titres achetés à réméré			
		-	-
Autres titres à livrer			
		-	-
ENGAGEMENTS RECUS			
		1 500 000	1 500 000
Engagements de enancement recus d'établissements de crédit et assimilés			
		1 500 000	1 500 000
Engagements de garantie recus d'établissements de crédit et assimilés			
		-	-
Engagements de garantie recus de l'Etat et d'Organismes de garantie divers			
		-	-
Titres vendus à réméré			
		-	-
Autres titres à recevoir			
		-	-
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir			
		-	-

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES		(en milliers MAD)	
		30 Juin 2020	30 Juin 2019
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE			
		627 732	563 772
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit et assimilés			
		1 233	1 217
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec la clientèle			
		626 498	561 879
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance			
		-	-
Produits sur titres de propriété et certificats de Sukuks			
		-	-
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka			
		-	-
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location			
		-	-
Produits sur immobilisations données en Ijara			
		-	-
Commissions sur prestations de service			
		-	-
Autres produits bancaires			
		-	675
Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus			
		-	-
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE			
		333 818	298 861
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit			
		146 212	129 055
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle			
		-	-
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis			
		187 471	169 662
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka			
		-	-
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location			
		-	-
Charges sur immobilisations données en Ijara			
		-	-
Autres charges bancaires			
		135	144
Transfert de produits sur dépôts d'investissement reçus			
		-	-
PRODUIT NET BANCAIRE			
		293 914	264 911
Produits d'exploitation non bancaire			
		966	915
Charges d'exploitation non bancaire			
		94	89
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION			
		29 813	29 553
Charges de personnel			
		23 455	23 641
Impôts et taxes			
		412	412
Charges externes			
		2 538	1 839
Autres charges générales d'exploitation			
		1 480	1 718
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles			
		1 917	1 942
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES			
		1 339	4 607
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance			
		1 339	4 607
Pertes sur créances irrécouvrables			
		-	-
Autres dotations aux provisions			
		-	-
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES			
		3 610	1 256
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance			
		3 610	1 256
Récupérations sur créances amorties			
		-	-
Autres reprises de provisions			
		-	-
RESULTAT COURANT			
		267 273	232 833
Produits non courants			
		0	176
Charges non courantes			
		56 180	5 432
RESULTAT AVANT IMPOTS			
		211 093	227 578
Impôts sur les résultats			
		95 191	86 214
RESULTAT NET DE L'EXERCICE			
		115 902	141 364



ETAT DES SOLDES DE GESTION		(en milliers MAD)	
I- TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS		30 Juin 2020	30 Juin 2019
(+*) Intérêts et produits assimilés			
		627 732	563 037
(-) Intérêts et charges assimilés			
		333 818	298 717
MARGE D'INTERET			
		294 049	264 380
(+*) Produits sur financements participatifs			
		-	-
(-) Charges sur financements participatifs			
		-	-
MARGE SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS			
		-	-
(+*) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location			
		-	-
(-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location			
		-	-
RESULTAT DES OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET DE LOCATION			
		-	-
(+*) Produits sur immobilisations données en Ijara			
		-	-
(-) Charges sur immobilisations données en Ijara			
		-	-
RESULTAT DES OPERATIONS D'IJARA			
		-	-
(+*) Commissions perçues			
		-	-
(-) Commissions servies			
		135	144
MARGE SUR COMMISSIONS			
		- 135	- 144
(+*) Résultat des opérations sur titres de transaction			
		-	675
(+*) Résultat des opérations sur titres de placement			
		-	-
(+*) Résultat des opérations de change			
		-	-
(+*) Résultat des opérations sur produits dérivés			
		-	-
RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHÉ			
		-	675
(+*) Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka			
		-	-
(+*) Divers autres produits bancaires			
		-	-
(-) Diverses autres charges bancaires			
		-	-
PART DES TITULAIRES DE COMPTES DE DEPOTS D'INVESTISSEMENT			
PRODUIT NET BANCAIRE			
		293 914	264 911
(+*) Résultat des opérations sur immobilisations financières			
		-	-
(+*) Autres produits d'exploitation non bancaire			
		966	915
(-) Autres charges d'exploitation non bancaire			
		94	89
(-) Charges générales d'exploitation			
		29 813	29 553
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION			
		265 003	236 184
(+/-) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance			
		- 2 271	3 351
(+/-) Autres dotations nettes des reprises aux provisions			
		-	-
RESULTAT COURANT			
		267 273	232 833
RESULTAT NON COURANT			
		- 56 180	- 5 256
(-) Impôts sur les résultats			
		95 191	86 214
RESULTAT NET DE L'EXERCICE			
		115 902	141 364

II- CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT		30 Juin 2020	30 Juin 2019
(+*) RESULTAT NET DE L'EXERCICE			
		115 902	141 364
(+*) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles			
		1 917	1 942
(+*) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières			
		-	-
(+*) Dotations aux provisions pour risques généraux			
		-	-
(+*) Dotations aux provisions réglementées			
		-	-
(+*) Dotations non courantes			
		-	-
(-) Reprises de provisions			
		-	-
(-) Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles			
		-	-
(+*) Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles			
		27 896	55 180
(+*) Plus-values de cession sur immobilisations financières			
		95 191	182 917
(-) Reprises de subventions d'investissement reçues			
		-	-
(+*) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT			
		117 819	143 306
(-) Bénéfices distribués			
		-	-
(+*) AUTOFINANCEMENT			
		117 819	143 306

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE		(en milliers MAD)	
		30 Juin 2020	31 déc 2019
Produits d'exploitation bancaire perçus			
		627 732	1 172 789
Récupérations sur créances amorties			
		-	-
Produits d'exploitation non bancaire perçus			
		966	2 270
Charges d'exploitation bancaire versées			
		333 818	622 644
Charges d'exploitation non bancaire versées			
		56 274	11 045
Charges générales d'exploitation versées			
		27 896	55 180
Impôts sur les résultats versés			
		95 191	182 917
I. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES			
		115 549	303 274
Variation des :			
Créances sur les établissements de crédit et assimilés			
		58	441
Créances sur la clientèle			
		283	- 2 912 214
Titres de transaction et de placement			
		-	-
Autres actifs			
		61 881	- 175 821
Titres Moudaraba et Moucharaka			
		-	-
Immobilisations données en crédit-bail et en location			
		-	-
Immobilisations données en Ijara			
		-	-
Dépôts d'investissement placés auprès des établissements de crédit et assimilés			
		-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés			
		- 219 585	1 559 941
Dépôts de la clientèle			
		-	-
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs			
		-	-
Titres de créance émis			
		83 134	1 276 480
Autres passifs			
		70 829	21 907
II. SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION			
		- 127 162	- 229 266
III. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I +			

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ETABLISSEMENT
* Application des méthodes d'évaluation prévues par le "Plan Comptable des Etablissements de Crédit" entré en vigueur depuis le 01/01/2000.
* Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur.
Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :
- Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises
- Les créances en souffrance sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur [lettre circulaire n° 25/G/97, circulaires n° 19/G/2002 et 38/G/2004], provisionnées à hauteur de :
- 20 % pour les créances pré-douteuses,
- 50 % pour les créances douteuses,
- 100 % pour les créances compromises.
* Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.
Les immobilisations incorporelles et corporelles sont amorties selon la réglementation en vigueur.
* Les états de synthèse sont présentés conformément aux dispositions du PCEC.

ETAT DES DEROGATIONS		
INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux		
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation		
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse		

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES		
INDICATIONS DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE DES CHANGEMENTS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation		
II. Changements affectant les règles de présentation		

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES						
CREANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Cheques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 30 Juin 2020	Total 31 déc 2019
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	60 251	1 211	-	-	61 461	74 066
VALEURS RECUES EN PENSION	-	-	-	-	-	-
au jour le jour	-	-	-	-	-	-
à terme	-	-	-	-	-	-
PRETS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	-
au jour le jour	-	-	-	-	-	-
à terme	-	-	-	-	-	-
PRETS FINANCIERS	-	-	-	-	-	-
AUTRES CREANCES	-	-	-	-	-	-
INTERETS COURUS A RECEVOIR	945	-	-	-	945	737
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	-	-	-	-
TOTAL	61 196	1 211	-	-	62 407	74 803

CREANCES SUR LA CLIENTELE						
CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 30 Juin 2020	Total 31 déc 2019
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autres clientèle		
CREDITS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	-
Comptes à vue débiteurs	-	-	-	-	-	-
Créances commerciales sur le Maroc	-	-	-	-	-	-
Credits à l'exportation	-	-	-	-	-	-
Autres crédits de trésorerie	-	-	-	-	-	-
CREDITS A LA CONSOMMATION	-	-	2 363	-	2 363	2 724
CREDITS A L'EQUIPEMENT	22 619 745	-	-	-	22 619 745	22 405 515
CREDITS IMMOBILIERS	-	-	21 294	-	21 294	22 334
AUTRES CREDITS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	-
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	-	-	-	-	-	-
INTERETS COURUS A RECEVOIR	523 224	-	-	-	523 224	744 896
CREANCES EN SOUFFRANCE	32 933	-	-	-	32 933	21 991
Créances pré-douteuses	31 900	-	-	-	31 900	1 657
Créances douteuses	-	-	-	-	-	9 231
Créances compromises	1 033	-	-	-	1 033	11 092
TOTAL	23 175 902	-	23 656	-	23 199 559	23 197 560

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR						
Titres	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 30 Juin 2020	Total 31 déc 2019
			Financiers	Non financiers		
Titres cotés						
Bons du Trésor et valeurs assimilées						
Obligations						
Autres titres de créance						
Titres de propriété						
Titres non cotés						
Bons du Trésor et valeurs assimilées						
Obligations						
Autres titres de créance						
Titres de propriété						
TOTAL						

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT						
Titres	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
Bons du Trésor et valeurs assimilées						
Obligations						
Autres titres de créance						
Titres de propriété						
TITRES DE PLACEMENT						
Bons du Trésor et valeurs assimilées						
Obligations						
Autres titres de créance						
Titres de propriété						
TITRES D'INVESTISSEMENT						
Bons du Trésor et valeurs assimilées						
Obligations						
Autres titres de créance						
TOTAL						

DETAIL DES AUTRES ACTIFS			
ACTIF	30 Juin 2020	31 déc 2019	
Instruments optionnels achetés	-	-	-
Opérations diverses sur titres	-	-	-
Débiteurs divers	33 926	32 303	
Sommes dues par l'Etat	33 060	31 527	
Sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-	
Sommes diverses dues par le personnel	-	-	
Comptes clients de prestations non bancaires	-	-	
Divers autres débiteurs	866	776	
Valeurs et emplois divers	-	-	-
Comptes de régularisation	256 879	196 833	
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-	
Contrepartie du résultat de change de hors bilan	-	-	
Contrepartie du résultat sur produits dérivés de hors bilan	-	-	
Contrepartie du résultat sur titres de hors bilan	-	-	
Comptes d'écart sur devises et titres	9 716	8 875	
Résultats sur produits dérivés de couverture	171 992	171 992	
Charges à répartir sur plusieurs exercices	7 539	8 201	
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	-	-	
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	67 304	7 436	
Autres comptes de régularisation	338	338	
Créances en souffrance sur opérations diverses	-	-	-
TOTAL	290 805	229 136	

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES									
Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat Net	
Participation dans les entreprises liées									
Autres titres de participation									
MAROCLEAR SA	Dépositaire Central	100 000	0,025%	25	25	31/12/2019	306 248	1 369	-
TOTAL PARTICIPATIONS				25	25		306 248	1 369	-
EMPLOIS ASSIMILES									
				25	25		306 248	1 369	-
TOTAL GENERAL									

CREANCES SUBORDONNEES					
CREANCES SUBORDONNEES	Montant			Dont entreprises liées et apparentées	
	30 Juin 2020	31 déc 2019		30 Juin 2020	31 déc 2019
	Brut	Provisions	Net	Net	Net
Créances subordonnées aux établissements de crédit et assimilés					
Créances subordonnées à la clientèle					
TOTAL					

IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE										
NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions		Montant net à la fin de l'exercice	
					Dotations au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Reprises de provisions	Cumul des provisions		
Immobilisations données en crédit-bail et en location avec option d'achat										
Credit-bail sur immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Credit-bail mobilier	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Credit-bail mobilier en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Credit-bail mobilier loué	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Credit-bail mobilier non loué après résiliation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Credit-bail immobilier	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Credit-bail immobilier en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Credit-bail immobilier loué	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Credit-bail immobilier non loué après réalisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loyers courus à recevoir	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loyers restructurés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loyers impayés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances en souffrance	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations données en location simple	18 280	-	-	18 280	123	15 130	-	-	-	3 150
Biens mobiliers en location simple	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Biens immobiliers en location simple	18 280	-	-	18 280	123	15 130	-	-	-	3 150
Loyers courus à recevoir	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loyers restructurés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loyers impayés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances en souffrance	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	18 280	-	-	18 280	123	15 130	-	-	-	3 150

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES										
NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Cumul	Montant net à la fin de l'exercice	
					Montant des amortis. et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties			
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES										
Droit au bail	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations en recherches et développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	20 540	493	-	21 033	20 067	233	-	20 320	-	713
Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	123 865	228	-	124 093	73 146	1 684	-	74 830	-	49 263
IMMEUBLES D'EXPLOITATION										
Terrain d'exploitation	69 323	-	-	69 323	25 307	776	-	26 083	-	43 240
Immeubles d'exploitation, Bureaux	7 229	-	-	7 229	-	-	-	-	-	7 229
Immeubles d'exploitation, Bureaux	61 194	-	-	61 194	24 770	765	-	25 535	-	35 659
Immeubles d'exploitation, Logements de fonctions	900	-	-	900	536	11	-	548	-	353
MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	27 670	-	-	27 670	25 519	356	-	25 875	-	1 795
Mobilier de bureau d'exploitation	7 876	-	-	7 876	7 498	28	-	7 526	-	250
Matériel de bureau d'exploitation	949	-	-	949	921	10	-	931	-	18
Matériel informatique	17 581	-	-	17 581	15 836	318	-	16 154	-	1 427
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	1 264	-	-	1 264	-	-	-	1 264	-	-
Autres matériels d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES D'EXPLOITATION	17 245	34	-	17 280	15 115	389	-	15 504	-	1 775
IMMOBILISATION CORPORELLE HORS EXPLOITATION										
Terrain hors exploitation	9 626	194	-	9 820	7 205	163	-	7 368	-	2 452
Immeubles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mobilier et matériel hors exploitation	5 545	-	-	5 545	3 506	69	-	3 576	-	1 969
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	2 246	98	-	2 344	2 111	27	-	2 138	-	206
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	1 835	96	-	1 931	1 587	67	-	1 654	-	277
TOTAL	144 405	721	-	145 125	93 233	1 917	-	95 150	-	49 976

PLUS OU MOINS VALEURS SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS (en milliers MAD)

Date de cession ou de retrait	Nature	Montant Brut	Amortissements cumulés	Valeur nette comptable	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
NEANT							
TOTAL							



DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES (en milliers MAD)

DETTES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Services des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total	
					30 Juin 2020	31 déc 2019
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS						
VALEURS DONNEES EN PENSION						
au jour le jour						
à terme						
EMPRUNTS DE TRESORERIE						
au jour le jour						
à terme						
EMPRUNTS FINANCIERS						
AUTRES DETTES						
INTERETS COURUS A PAYER						
TOTAL						

DEPOTS DE LA CLIENTELE (en milliers MAD)

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total	
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	30 Juin 2020	31 déc 2019
Comptes à vue créditeurs						
Comptes d'épargne						
Dépôts à terme						
Autres comptes créditeurs						
Intérêts courus à payer						
TOTAL						

TITRES DE CREANCES EMIS (en milliers MAD)

NATURE DES TITRES	Date de jouissance	Date d'échéance	Caractéristiques			Montant	Dont		Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement
			Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement (1)		Entreprises financières	Autres entreprises	
Titres de créance négociables									
Certificat de Dépôt	24/12/2014	24/12/2021	100	2,82%	In fine	150 000	-	-	-
Certificat de Dépôt	24/03/2015	24/03/2022	100	2,85%	In fine	328 000	-	-	-
Certificat de Dépôt	18/09/2017	18/09/2022	100	2,51%	In fine	350 000	-	-	-
Certificat de Dépôt	18/09/2017	18/09/2022	100	3,25%	In fine	300 000	-	-	-
Certificat de Dépôt	06/10/2017	06/10/2022	100	2,57%	In fine	250 000	-	-	-
Certificat de Dépôt	06/10/2017	06/10/2022	100	3,19%	In fine	300 000	-	-	-
Certificat de Dépôt	30/12/2019	30/12/2024	100	2,82%	In fine	1 000 000	-	-	-
Emprunts obligataires									
Emprunts obligataires	20/01/2012	20/01/2027	100	5,30%	Amortissable	448 887	-	-	-
Emprunts obligataires	08/12/2014	08/12/2029	100	3,44%	Amortissable	568 000	-	-	-
Emprunts obligataires	08/12/2014	08/12/2024	100	2,31%	In fine	151 000	-	-	-
Emprunts obligataires	13/07/2015	13/07/2030	100	4,60%	Amortissable	628 000	-	-	-
Emprunts obligataires	13/07/2015	13/07/2025	100	2,92%	In fine	80 000	-	-	-
Emprunts obligataires	13/07/2015	13/07/2025	100	3,02%	In fine	220 000	-	-	-
Emprunts obligataires	13/10/2016	13/10/2031	100	3,92%	Amortissable	256 000	-	-	-
Emprunts obligataires	13/10/2016	13/10/2026	100	2,81%	In fine	225 000	-	-	-
Emprunts obligataires	13/10/2016	13/10/2031	100	3,21%	Amortissable	384 000	-	-	-
Emprunts obligataires	06/12/2017	06/12/2032	100	3,93%	Amortissable	693 333	-	-	-
Emprunts obligataires	06/12/2017	06/12/2027	100	2,82%	In fine	200 000	-	-	-
Emprunts obligataires	06/12/2017	06/12/2032	100	3,02%	Amortissable	866 667	-	-	-
Emprunts obligataires	19/07/2018	19/07/2028	100	3,84%	Amortissable	333 333	-	-	-
Emprunts obligataires	12/07/2019	12/07/2034	100	3,49%	Amortissable	800 000	-	-	-
Emprunts obligataires	12/07/2019	12/07/2034	100	2,97%	Amortissable	1 500 000	-	-	-
TOTAL						10 208 000			

(1) Il s'agit de : Certificats de dépôt - Emprunts obligataires - Bons de sociétés de financement - Autres titres de créance
(2) Amortissement : Annuel - In fine

DETAIL DES AUTRES PASSIFS (en milliers MAD)

PASSIF	30 Juin 2020	31 déc 2019
Instruments optionnels vendus		
Opérations diverses sur titres		
Créditeurs divers		
Sommes dues à l'Etat	33 093	35 811
Sommes dues aux organismes de prévoyance	1 300	-
Sommes diverses dues au personnel	-	1 315
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	-	-
Fournisseurs de biens et services	1 260	1 641
Divers autres créditeurs	71 189	127
Comptes de régularisation		
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	12 450	9 687
Comptes d'écart sur devises et titres	-	-
Résultats sur produits dérivés de couverture	246	604
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	-	-
Charges à payer et produits constatés d'avance	11 914	8 793
Autres comptes de régularisation	290	290
TOTAL		
	119 211	48 582

PROVISIONS (en milliers MAD)

	Encours 31 déc 2019	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 30 Juin 2020
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF :					
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	9 207	1 328	3 610	-	6 925
Titres de placements	-	-	-	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	-	-	-	-	-
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-	-
Autres actifs	11 457	11	-	-	11 468
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF :					
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	-	-	-	-	-
Provisions pour risques de change	-	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	15 135	-	-	-	15 135
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	-	-	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL					
	35 799	1 339	3 610	-	33 529

SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE (en milliers MAD)

	Objet économique	Montant global	Montant 31 déc 2019	Utilisation 30 Juin 2020	Montant 30 Juin 2020
Subventions					
Fonds publics affectés					
Fonds spéciaux de garantie					
TOTAL					

DETTES SUBORDONNEES (en milliers MAD)

Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt	Cours (1)	Taux	Durée (2)	Conditions de remboursement anticipé, subordonnée et convertibilité (3)	Montant de l'emprunt en monnaie nationale (contre-valeur MAD)	Dont entreprises liées		Dont entreprises apparentées		
							Montant (c/v MAD) 30 Juin 2020	Montant (c/v MAD) 31 déc 2019	Montant (c/v MAD) 30 Juin 2020	Montant (c/v MAD) 31 déc 2019	
Dirhams	200 000		3,06%	10		200 000	-	-	-	-	
Dirhams	800 000		3,11%	10		800 000	-	-	-	-	
TOTAL							1 000 000	-	-	-	-

(1) Cours Bank Al-Maghrib au 31/12/N
(2) Eventuellement indéterminée
(3) Se référer au contrat de dettes subordonnées

CAPITAUX PROPRES (en milliers MAD)

CAPITAUX PROPRES	Encours 31 déc 2019	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 30 Juin 2020
Ecarts de réévaluation				
Réserves et primes liées au capital	2 458 658	291 765	-	2 750 423
Réserve légale	-	-	-	-
Autres réserves	2 458 658	291 765	-	2 750 423
Primes d'émission, de fusion et d'apport	-	-	-	-
Capital				
Capital appelé	-	-	-	-
Capital non appelé	-	-	-	-
Certificats d'investissement	-	-	-	-
Fonds de dotations	1 000 000	-	-	1 000 000
Actionnaires - Capital non versé				
Report à nouveau (+/-)	-	-	-	-
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-	-	-
Résultats nets de l'exercice (+/-)	291 765	291 765	115 902	115 902
TOTAL				
	3 750 423	291 765	115 902	3 866 326

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE (en milliers MAD)

ENGAGEMENTS	30 juin 2020	31 déc 2019
Engagements de financement et de garantie donnés		
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmées	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle		
Crédits documentaires import	7 069 167	6 632 685
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmées	7 069 167	6 632 685
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
Crédits documentaires export confirmés	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Garanties de crédit données	-	-
Autres cautions, avais et garanties données	-	-
Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle		
Garanties de crédit données	-	-
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	-	-
Autres cautions et garanties données	-	-
Engagements en souffrance	-	-
Engagements de financement et de garantie reçus		
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Ouvertures de crédit confirmées	1 500 000	1 500 000
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Autres engagements de financement reçus	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	-

ENGAGEMENTS SUR TITRES (en milliers MAD)

ENGAGEMENTS	Montant
Engagements donnés	
Titres achetés à réméré	-
Autres titres à livrer	-
Engagements reçus	
Titres vendus à réméré	-
Autres titres à recevoir	-

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES (en milliers MAD)

	Opérations de couverture 30 Juin 2020	31 déc 2019	Autres opérations 30 Juin 2020	31 déc 2019
Opérations de change à terme				
Devises à recevoir	171 982	-	-	-
Dirhams à livrer	-	-	-	-
Devises à livrer	171 982	-	-	-
Dirhams à recevoir	-	-	-	-
Dont swaps financiers de devises	-	-	-	-
Engagements sur produits dérivés				
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt	-	-	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	-	-	-	-
Engagements sur marchés réglementés de cours de change	-	-	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change	-	-	-	-
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments	-	-	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments	-	-	-	-



VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE				30 juin 2020
				(en milliers MAD)
Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du Hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnée	Montants des créances ou des engagements par signature donnée couverts	
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	
Autres titres	-	-	-	
Hypothèques	380 000	Compte 2313	380 000	
Autres valeurs et sûretés réelles	-	-	-	
TOTAL	380 000		380 000	
Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du Hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts	
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	
Autres titres	-	-	-	
Hypothèques	-	-	-	
Autres valeurs et sûretés réelles	-	-	-	
TOTAL				

NEANT

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE							30 juin 2020
							(en milliers MAD)
	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL	
ACTIF							
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	61 461	-	-	-	-	61 461	
Créances sur la clientèle	181 758	157 144	1 360 705	8 225 844	12 645 634	22 571 084	
Titres de créance	-	-	-	-	-	-	
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-	
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-	
TOTAL	243 219	157 144	1 360 705	8 225 844	12 645 634	22 632 546	
PASSIF							
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	82 917	88 542	559 335	2 716 668	4 555 166	8 002 628	
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-	-	-	
Titres de créance émis	248 000	-	294 933	5 000 733	4 664 333	10 208 000	
Emprunts subordonnés	-	-	-	-	1 000 000	1 000 000	
TOTAL	330 917	88 542	854 269	7 717 401	10 219 499	19 210 628	

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE					30 juin 2020
					(en milliers MAD)
Nombre	Montant global des risques	Montant des risques dépassant 10% des fonds propres			Montant des titres détenus dans le capital du bénéficiaire
		Crédits par décaissement	Crédits par signature		
2	6 002 334	4 202 834	1 799 500	-	

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE			30 juin 2020
			(en milliers MAD)
BILAN			Montant
ACTIF			-
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-
Titres de transaction et de placement et d'investissement	-	-	-
Autres actifs	-	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	-	-	-
Créances subordonnées	-	-	-
Immobilisations données en crédit-bail et location	-	-	-
Immobilisations incorporelles et corporelles	-	-	-
PASSIF			1 549 824
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	-	-	1 549 824
Dépôts de la clientèle	-	-	-
Titres de créance émis	-	-	-
Autres passifs	-	-	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-	-
Dettes subordonnées	-	-	-
HORS BILAN			Montant
ENGAGEMENTS DONNES			-
ENGAGEMENTS RECUS			-

MARGE D'INTERET				30 juin 2020	30 juin 2019
				(en milliers MAD)	
Intérêts perçus				627 732	563 097
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit				1 233	1 217
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle				626 498	561 879
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance				-	-
Intérêts servis				333 683	298 717
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit				146 212	129 055
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle				-	-
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis				187 471	169 662
TOTAL				294 049	264 380

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE				30 juin 2020
				(en milliers MAD)
VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE				
Pôle d'Activité	Produit Net Bancaire	Résultat Brut d'Exploitation	Résultat Avant Impôt	
Activité bancaire	293 914	265 003	211 093	
Autres Activités	-	-	-	
TOTAL	293 914	265 003	211 093	
VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE				
Zone Géographique	Produit Net Bancaire	Résultat Brut d'Exploitation	Résultat Avant Impôt	
Maroc	293 914	265 003	211 093	
Autres Zones	-	-	-	
TOTAL	293 914	265 003	211 093	

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE		30 juin 2020
		(en milliers MAD)
CATEGORIE DE TITRES	Produits perçus	
Titres de placement		
Titres de participation		
Participations dans les entreprises liées		
Titres de l'activité de portefeuille		
Emplois assimilés		
TOTAL		

NEANT

COMMISSIONS		30 juin 2020
		(en milliers MAD)
COMMISSIONS	Montant	
Commissions perçues		-
Sur opérations avec les établissements de crédit		-
Sur opérations avec la clientèle		-
Sur opérations de change		-
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres		-
Sur produits dérivés		-
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt		-
Sur moyens de paiement		-
Sur activités de conseil et d'assistance		-
Sur ventes de produits d'assurances		-
Sur autres prestations de service		-
Commissions versées		135
Sur opérations avec les établissements de crédit		35
Sur opérations avec la clientèle		-
Sur opérations de change		-
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres		-
Sur produits dérivés		-
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt		100
Sur moyens de paiement		-
Sur activités de conseil et d'assistance		-
Sur ventes de produits d'assurances		-
Sur autres prestations de service		-

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE				30 juin 2020	30 juin 2019
				(en milliers MAD)	
PRODUITS ET CHARGES					
Produits				-	675
Gains sur les titres de transaction				-	675
Plus-value de cession sur titres de placement				-	-
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement				-	-
Gains sur les produits dérivés				-	-
Gains sur les opérations de change				-	-
Charges				-	-
Pertes sur les titres de transaction				-	-
Moins value de cession sur titres de placement				-	-
Dotations aux provisions sur dépréciation des titres de placement				-	-
Pertes sur les produits dérivés				-	-
Pertes sur opérations de change				-	-
RESULTAT				-	675

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION		30 juin 2020
		(en milliers MAD)
		Montant
Charges du personnel		23 455
Impôts et taxes		412
Charges externes		2 538
Autres charges générales d'exploitation		1 490
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles		1 917
TOTAL		29 813

AUTRES PRODUITS ET CHARGES		30 juin 2020
		(en milliers MAD)
		Montant
Autres produits et charges bancaires		
Autres produits bancaires		-
Autres charges bancaires		135
Produits et charges d'exploitation non bancaires		
Produits d'exploitation non bancaires		996
Charges d'exploitation non bancaires		94
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables		1 339
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties		3 610
Produits et charges non courants		
Produits non courants		0
Charges non courantes		56 180

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL			30 juin 2020
			(en milliers MAD)
INTITULES	Montant	Montant	
I- Résultat Net Comptable	115 902		
Bénéfice net	115 902		
Perte nette		-	
II- Réintégrations fiscales	141 371		
1- Courantes	-		
2- Non courantes	141 371		
Impôts sur les sociétés	95 191		
Contribution sociale de solidarité	6 180		
Contribution Fonds COVID-19	40 000		
III- Déductions fiscales			
1- Courantes			
2- Non courantes			
TOTAL	257 273		
IV- Résultat brut fiscal		257 273	
Bénéfice brut fiscal (A)		257 273	
Déficit brut fiscal (B)			
V- Reports déficitaires imputés (C)*			
Exercice N-4			
Exercice N-3			
Exercice N-2			
Exercice N-1			
VI- Résultat net fiscal		257 273	
Bénéfice net fiscal (A - C)		257 273	
Déficit net fiscal (B)			
VII- Cumul des amortissements fiscalement différés			
VIII- Cumul des déficits fiscaux restant à reporter			
Exercice N-4			
Exercice N-3			
Exercice N-2			
Exercice N-1			

(*) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)

DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOTS		30 juin 2020
		(en milliers MAD)
I- DETERMINATION DU RESULTAT	Montant	
Résultat courant d'après le compte de produits et charges	267 273	
(+) Réintégrations fiscales sur opérations courantes	-	
(-) Déductions fiscales sur opérations courantes	-	
(=) Résultat courant théoriquement imposable	267 273	
(-) Impôt théorique sur résultat courant	98 891	
(=) Résultat courant après impôts	168 382	
II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES		

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE					30 juin 2020
					(en milliers MAD)
NATURE	Solde au début de l'exercice (1)	Opérations comptables de l'exercice (2)	Déclarations de TVA de l'exercice (3)	Solde Fin d'exercice (4=1+2-3)	
A- TVA collectée	18 012	90 804	88 676	19 140	
B- TVA à récupérer	17 442	14 120	28 470	3 092	
Sur charges	17 440	14 017	28 379	3 079	
Sur immobilisations	2	104	91	14	
C- TVA due ou crédit de TVA (A-B)	570	76 684	61 206	16 048	

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL						30 juin 2020
						(en milliers MAD)
Montant du capital :						1 000 000
Montant du capital social souscrit non appelé :						-
Valeur nominale des titres :						-
Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenue (%)	Pourcentage des droits de vote (%)	
		Exercice précédent	Exercice actuel			
ETAT				100	100	
TOTAL				100	100	

Etat des créances en souffrance et des provisions correspondantes au 30/06/2020					(en milliers MAD)
	30 juin 2020		31 déc 2019		
	Créances	Provisions	Créances	Provisions	
Prêts Classiques					
Créances préoutreuses	34 106	1 328	1 792	69	
Créances douteuses	-	-	10 734	1 025	
Créances compromises	5 927	5 344	18 935	7 858	
Sous total 1	40 032	6 672	31 461	8 953	
Prêts MEN					
Créances préoutreuses	-	-	-	-	
Créances douteuses	-	-	-	-	
Créances compromises	1 477	254	1 475	254	
Sous total 2	1 477	254	1 475	254	
Total Général	41 509	6 925	32 936	9 207	

AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE				30 juin 2020
				(en milliers MAD)
A- Origine des résultats affectés	Montant	B- Affectation des résultats	Montant	
Décision du CA : 28/05/2020				
A déduire - Montant concernant le Fonds d'Accompagnement des Collectivités Territoriales	-	Réserves légales	-	
Report à nouveau	-	Dividendes	-	
Résultats nets en instance d'affectation	-	Autres affectations	291 765	
Résultats net de l'exercice	291 765			
Prélèvement sur les bénéfices	-			
Autres prélèvements	-			
TOTAL A	291 765	TOTAL B	291 765	

RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES				(en milliers MAD)
	30 juin 2020	31 déc 2019	31 déc 2018	
Capitaux propres et assimilés	3 866 326	3 750 423	3 458 658	
A déduire - Montant concernant le Fonds d'Accompagnement des Collectivités Territoriales	-	-	-	
Capitaux propres et assimilés nets	3 866 326	3 750 423	3 458 658	
Opérations et résultats de l'exercice				
Produit net bancaire	293 914	550 146	494 426	
Résultat avant impôts	211 093	474 682	430 640	
Impôts sur les résultats	95 191	182 917	160 794	
Bénéfices distribués	-	-	-	
Résultats non distribués (mis en réserves ou en instance d'affectation)	115 902	291 765	269 846	
Résultat par titre (en MAD)				
Résultat net par action ou part sociale				
Bénéfice distribué par action ou part sociale				
Personnel				
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	17 654	38 563	37 272	
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	97	100	103	

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS		(en milliers MAD)
I. DATATION		
Date de clôture [1]		30 juin 2020
Date d'établissement des états de synthèse [2]		Septembre 2020

[1] justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice
[2] justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1 ^{ère} COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE	
Dates	Indication des événements
	Favorables
	Défavorables

NEANT

EFFECTIFS			(En nombre)
EFFECTIFS	30 juin 2020	31 déc 2019	
Effectifs rémunérés	95	98	
Effectifs utilisés	95	98	
Effectifs équivalent plein temps	95	98	
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	-	-	
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	-	-	
Cadres (équivalent plein temps)	67	90	
Employés (équivalent plein temps)	8	8	
Dont effectifs employés à l'étranger	-	-	

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS				(en milliers MAD)
TITRES	Nombre de comptes		Montant	
	30 juin 2020	31 déc 2019	30 juin 2020	31 déc 2019
Titres dont l'établissement est dépositaire				
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire				
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire				
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion				

NEANT

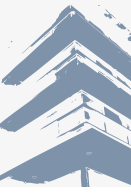
RESEAU			(en nombre)
RESEAU	30 juin 2020	31 déc 2019	
Guichets permanents			
Guichets périodiques			
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque			
Succursales et agences à l'étranger			
Bureaux de représentation à l'étranger			

NEANT

COMPTES DE LA CLIENTELE			(En nombre)
COMPTES DE LA CLIENTELE	30 juin 2020	31 déc 2019	
Comptes courants			
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger			
Autres comptes chèques			
Comptes d'affacturage			
Comptes d'épargne			
Comptes à terme			
Bons de caisse			
Autres comptes de dépôts			

NEANT

DISPOSITIF DE GESTION GLOBALE DES RISQUES



1. Gestion intégrée des risques

1.1 Principes de contrôle et de gouvernance de la gestion des risques

La gouvernance de la gestion des risques au Fonds d'Équipement Communal repose sur :

- l'engagement résolu du Conseil d'Administration à privilégier la gestion des risques ;
- la forte implication de l'ensemble de l'encadrement de l'Institution dans le processus ;
- des procédures et des responsabilités clairement définies au sein de l'organisation ;
- l'attribution de ressources appropriées pour la gestion des risques et le développement d'une sensibilité aux risques chez toutes les parties prenantes.

1.2 Structure et gouvernance de la gestion des risques

La gouvernance et la gestion des risques sont assurées par les instances décrites ci-après :

Organe d'Administration

Le Conseil d'Administration est présidé par le Chef du Gouvernement ou par l'Autorité Gouvernementale déléguée par lui à cet effet.

Il comprend, en outre, les membres suivants :

- 2 représentants du Ministère de l'Intérieur ;
- 2 représentants du Ministère de l'Économie, des Finances et de la Réforme de l'Administration ;
- 1 représentant du Ministère de la Santé ;
- 1 représentant du Ministère de l'Équipement, du Transport, de la Logistique et de l'Eau ;
- 1 représentant du Ministère de l'Énergie, des Mines et de l'Environnement ;
- le Directeur Général de la Caisse de Dépôt et de Gestion ;
- des membres représentant les élus : 8 conseillers communaux désignés parmi les conseillers communaux figurant sur une liste établie à cet effet.

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation de son Président aussi souvent que les besoins du FEC l'exigent et au moins deux fois par an.

Le Commissaire du Gouvernement désigné auprès du FEC, conformément aux textes en vigueur, assiste avec voix consultative aux réunions du Conseil d'Administration.

Comité d'Audit et des Risques

Le Conseil d'Administration est assisté par un Comité d'Audit et des Risques, conformément aux dispositions légales et réglementaires, relatives au contrôle interne des établissements de Crédit.

Le Comité d'Audit et des Risques comprend, outre le Directeur Général de la Caisse de Dépôt et de Gestion, Président :

- le Wali, Inspecteur Général de l'Administration Territoriale (Ministère de l'Intérieur) ;
- le Directeur du Trésor et des Finances Extérieures (Ministère de l'Économie, des Finances et de la Réforme de l'Administration).

Le Comité d'Audit et des Risques est chargé notamment de porter son appréciation sur la qualité du système de contrôle interne et sur la cohérence des dispositifs de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques.

Instance Dirigeante

La Direction Générale du FEC évalue l'efficacité du processus de gestion des risques et procède à un examen régulier des politiques, stratégies et initiatives clés en matière de gestion des risques.

La Direction Générale effectue deux fois par an (ou plus souvent si les circonstances l'exigent) des présentations devant le Conseil d'Administration sur les principaux aspects et les grandes évolutions de la stratégie de gestion des risques.

Comité de Crédit

Le Comité de Crédit est chargé d'examiner et de consentir les prêts dans les conditions fixées par le Conseil d'Administration.

Le Comité de Crédit du FEC comprend, outre le Directeur Général du FEC, Président :

- 2 représentants désignés par le Ministère de l'Intérieur ;
- 2 représentants désignés par le Ministère de l'Économie, des Finances et de la Réforme de l'Administration ;
- 1 représentant désigné par la Caisse de Dépôt et de Gestion.

Le Comité de Crédit se réunit sur convocation de son Président aussi souvent que les besoins l'exigent et au moins une fois par mois.

Comité des Risques Interne

Le Comité des Risques Interne, présidé par le Gouverneur, Directeur Général du FEC, se charge notamment de :

- valider la stratégie globale de gestion des risques du FEC et de s'assurer de sa mise en œuvre ;
- valider les procédures formelles de gestion des risques en vérifiant leur conformité avec les exigences réglementaires ;
- assurer le suivi et l'évaluation des dispositifs de prévention des risques mis en place par le FEC ;
- veiller à la mise en œuvre des recommandations du Comité d'Audit et des Risques et de celles des intervenants du contrôle externe en matière de prévention des risques ;
- examiner les informations relatives à la gestion des risques et s'assurer de leur fiabilité, avant leur transmission aux tiers.

Comité ALCO

Le Comité ALCO, présidé par le Directeur Général du FEC, a pour attributions :

- d'élaborer et de mettre en œuvre la politique de gestion Actif-Passif de la banque, dans ses différentes composantes (refinancement, placement, transformation, couverture, rentabilité des Fonds Propres (FP)...), conformément aux orientations stratégiques du conseil d'Administration et aux dispositions législatives et réglementaires ;
- d'évaluer la politique tarifaire appliquée à la clientèle ;
- de définir les limites nécessaires à l'encadrement des risques taux et liquidité ;
- de veiller aux équilibres bilanciaux de la Banque ;
- d'évaluer l'impact du lancement des nouveaux produits, ou toute nouvelle activité comportant un risque de taux ou de liquidité, sur la situation financière de la Banque ;
- de suivre le profil de risque de la Banque (risque de liquidité, de taux et de change) à l'aune des limites internes et réglementaires fixées par la Banque ;
- de valider les conventions et les modes d'écoulement.

Direction des Risques et Contrôle Permanent

La Direction des Risques et Contrôle Permanent est chargée notamment de s'assurer de la fiabilité et de la sécurité des opérations réalisées par le FEC ainsi que de la mise en œuvre de processus efficaces de mesure, de maîtrise et de surveillance des risques.

Audit Interne

L'Audit Interne est chargé des opérations d'audit portant sur l'organisation, les procédures et le fonctionnement du FEC.

Cette entité assure la réalisation des missions d'audit ainsi que la préparation et le suivi des réunions du Comité d'Audit et des Risques.

L'Audit Interne est également chargé d'apporter l'assistance nécessaire aux intervenants du contrôle externe et d'assurer le suivi de la mise en œuvre de leurs recommandations.

Fonction Conformité

La fonction Conformité est chargée du suivi de la conformité des opérations et des actes du FEC au regard des dispositions légales et réglementaires, applicables au FEC.

Elle est également chargée de la mise en œuvre et du suivi du code déontologique applicable au personnel du FEC.

2. Exposition aux risques

Les risques associés aux activités du Fonds d'Équipement Communal sont les suivants :

Risque de crédit : risque qu'une contrepartie ne puisse pas honorer ses obligations contractuelles.

Risque de liquidité : se rapporte au risque que le FEC ne puisse pas satisfaire aux demandes de liquidités et s'acquitter de ses obligations lorsqu'elles viennent à échéance. Les demandes de liquidités peuvent survenir à l'échéance d'une dette et par suite d'un accord de crédit.

Risque de taux d'intérêt : Le risque de taux d'intérêt correspond aux effets que les fluctuations des taux d'intérêt pourraient avoir sur les marges du FEC, ses revenus et sa valeur économique.

Risques opérationnels : risques de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables aux procédures, aux ressources humaines, aux systèmes internes ou à des événements extérieurs.

Risque de non-conformité : correspond au risque de non-conformité aux lois, règlements et directives réglementaires applicables.

Risque de change : dû aux fluctuations des taux de change.

2.1 Risque de Crédit

Le FEC est exposé au risque de crédit en raison de son activité d'octroi de prêts.

Politique générale des prêts

Le FEC exige de ses clients un effort d'autofinancement d'au moins 20% du coût de l'investissement, sauf pour des exceptions justifiées et agréées par le Comité de Crédit.

Les taux appliqués sont soit des taux fixes soit des taux révisables.

Le remboursement des prêts FEC s'effectue au moyen de versements annuels, comprenant principal et intérêts.

Prise de décision

La Direction des Risques et Contrôle Permanent se charge de l'agrément du projet à financer et apprécie le niveau de risque encouru par l'octroi du nouveau crédit ainsi que la capacité du client à mener à bien son projet.

Le Comité de Crédit décide de l'octroi du prêt. Ce dernier est autorisé par un arrêté conjoint signé par les Ministres de l'Intérieur et de l'Économie, des Finances et de la Réforme de l'Administration.

Processus de gestion du risque de crédit

À la réception d'une demande de financement d'un projet et en fonction de sa taille, le Pôle Opérations, procède à l'évaluation du projet et à l'analyse de la qualité financière du client.

L'évaluation du projet à financer repose sur une connaissance approfondie du client, de la nature de l'investissement à réaliser et du montage financier mis en place.

L'analyse de la situation financière du client porte sur les données budgétaires des bilans d'exécution des budgets des trois dernières années, et des budgets approuvés respectifs ainsi que sur les données du budget prévisionnel de l'année en cours.

Une analyse rétrospective est établie dans un premier temps, afin de dégager les tendances d'évolution des principales rubriques budgétaires de la collectivité territoriale.

Dans un second temps, une analyse prospective est effectuée sur la base des tendances observées afin de mesurer, dans le temps, l'évolution de la capacité d'emprunt de la collectivité territoriale.

Le calcul de la capacité d'emprunt intègre les principes suivants :

- la capacité de remboursement de la Collectivité est fonction du niveau d'épargne dégagé ;
- l'épargne maximale convertible en annuité ne doit pas dépasser 80% de l'épargne brute ;
- le taux d'endettement maximum ne doit pas être supérieur à 40%, sauf dérogation expressément approuvée par le Conseil d'Administration.

Préalablement à tout agrément de prêt, la Direction des Risques et Contrôle Permanent se charge d'apprécier le niveau de risque encouru par l'octroi du nouveau crédit en se basant sur :

- L'analyse du contenu du dossier-client : données générales et juridiques, données financières et techniques.
- L'analyse de la situation financière rétrospective et prospective du client, ce qui permet de déterminer la qualité financière intrinsèque de celui-ci et d'apprécier divers ratios d'endettement, de solvabilité ainsi que la capacité d'autofinancement.
- L'appréciation de la qualité du client sur la base de l'historique des remboursements des prêts déjà contractés et de la situation de ses arriérés vis-à-vis du FEC.
- L'appréciation de l'évaluation du projet sur la base de ratios techniques communément admis par type de projets.
- Jugement de la nécessité d'assortir, le prêt à consentir à la fourniture de garanties et proposition des mesures de correction de risque à mettre en place.

Les conditions Générales d'octroi de prêts

Au même titre que les autres dettes des Collectivités Territoriales, les annuités d'emprunt FEC sont assorties de l'obligation légale d'inscription dans leurs budgets.

Les contrats de prêts FEC prévoient :

- une clause suspensive des décaissements en cas de détérioration de la situation financière de l'emprunteur ;
- une clause suspensive des décaissements en cas de retard de paiement dépassant 30 jours.

Profil de solvabilité

À fin juin 2020 :

Les risques nets pondérés supportés par le FEC se sont établis à 6.425.005 Milliers de DH et sont constitués à hauteur de 85% du risque de crédit et de 15% du risque opérationnel.

Dans le respect des exigences prudentielles, le ratio de solvabilité s'est établi à 75,90%, tandis que le ratio Tier One s'est affiché à 60,10%, reflétant ainsi le bon niveau de solvabilité de l'Institution.

Analyse du portefeuille de crédit

Les créances sur la clientèle, constituées de 99,78% d'engagements au profit des Collectivités Territoriales, ont totalisé 23.208.134 Milliers de DH au 30 Juin 2020.

Les engagements de financement donnés par le FEC en faveur de la clientèle se portent, au 30 Juin 2020, à 7.069.167 Milliers de DH.

L'analyse de la situation des engagements hors bilan arrêtée au 30 Juin 2020, fait ressortir que 64,65% du volume global correspond à des prêts récents engagés depuis moins de 3 ans.

Provisions, politique de provisionnement et couverture des risques de crédit

La Direction Comptabilité & Reporting se charge du processus de classement et de provisionnement des créances en souffrance.

Les créances sur les Collectivités Territoriales sont affectées d'un taux de pondération de 20%. La politique de classification et de provisionnement est conforme aux dispositions de la circulaire n°19/G/2002 de Bank Al-Maghrib.

Coefficient de Division Des Risques

Le FEC veille en permanence, au respect du rapport maximum de 20% entre le total des risques encourus sur un même client et ses fonds propres.

Dans le cadre des demandes de financement, les entités opérationnelles ainsi que la Direction des Risques et Contrôle Permanent s'assurent du respect du coefficient de division des risques, lequel est également suivi par la Direction Comptabilité et Reporting.

Le coefficient de division des risques s'établit, selon les modalités de la nouvelle circulaire n°08/G/2012 de Bank Al-Maghrib [entrée en vigueur en 2013] à 12,59% à fin juin 2020, se situant ainsi en dessous du seuil réglementaire fixé par BAM.

Dans le but de renforcer les outils de mesure et d'appréciation du risque crédit, des stress test ont été effectués afin d'évaluer le degré d'aversion du FEC à ce risque.

Les résultats issus des stress test minimaux au sens de ladite directive, incorporant des changements potentiels dans la composition du portefeuille du FEC, témoignent de la capacité de résistance du FEC au risque crédit. Le FEC affiche dans l'ensemble des scénarii un ratio de solvabilité supérieur au seuil réglementaire et un taux des créances en souffrance ne dépassant pas 1%.

2.2 Gestion Actif/Passif

Responsables de la gestion Actif/Passif

La Direction Financière se charge de la gestion Actif/Passif.

Le Comité ALCO se charge du suivi transversal et collégial des risques financiers auxquels est exposée l'institution et de l'examen des décisions qui affecteraient la gestion Actif-Passif.

Gestion Actif/Passif

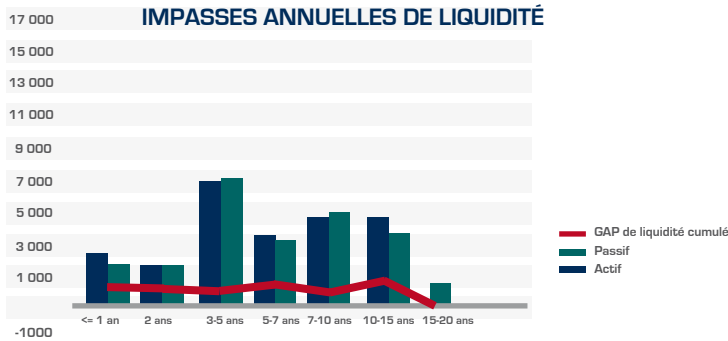
La banque est dotée d'un dispositif qui permet de couvrir les principales sources des risques taux, liquidité et change.

Risque de Liquidité

La banque effectue un écoulement statique en liquidité des positions d'actifs, de passifs, issues du portefeuille bancaire et ventilées sur les tranches réglementaires de maturité

» Exposition au 30 juin 2020

Les impasses de liquidité en flux s'affichent au 30 Juin 2020 comme suit :



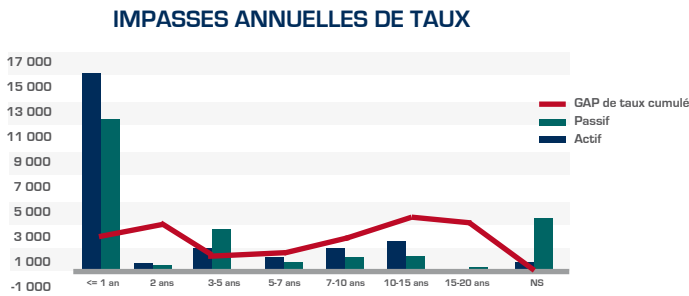
Risque de Taux

La banque effectue un écoulement statique en taux des positions d'actifs, de passifs et de hors bilan, issues du portefeuille bancaire et ventilées sur les tranches réglementaires de maturité.

Les postes à taux variable sont répartis selon l'intervalle de temps jusqu'à la prochaine date de révision de taux, et ceux à taux fixe selon leur durée résiduelle.

» Exposition au 30 juin 2020

Les impasses de taux en flux se présentent au 30 Juin 2020, comme suit :



A fin Juin 2020, les résultats du stress test, font ressortir qu'un choc de +200 pbs des taux engendrait une baisse de -7 % du PNB sur un horizon de 12 mois et une hausse de la valeur économique de +18% par rapport aux fonds propres.

Risque de Change

La couverture du risque de change afferent à la majorité des emprunts extérieurs mobilisés par le FEC au cours des années 90, est prise en charge par l'Etat (Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration/Direction du Trésor et des Finances Extérieures) moyennant rémunération, dans le cadre d'un système propre à chaque ligne de prêt. Par ailleurs, à l'occasion des deux tirages effectués au cours de l'exercice 2019 sur une ligne de crédit contractée en 2018 auprès d'un bailleur de fonds étranger, le FEC a mis en place une couverture parfaite et intégrale contre le risque de change lui permettant d'être immunisé totalement contre ce risque.

2.3 Risques Opérationnels

Organisation et Gouvernance

Au cours des dernières années et conformément aux dispositions de Bank Al-Maghrib et aux principes de bonne gouvernance, le FEC a mis en place un dispositif de contrôle interne évolutif qui permet :

- d'assurer la fiabilité et l'intégrité des informations financières et comptables produites ;
- de s'assurer que les opérations sont réalisées conformément aux lois et règlements en vigueur et selon les orientations et normes de gestion définies par l'Organe de Direction et l'Organe d'Administration ;
- de prévenir et de maîtriser les risques liés à son activité à travers des procédures bien définies et régulièrement contrôlées.

La Direction Générale supervise le dispositif de gestion des risques opérationnels et assure le suivi des actions entreprises pour son renforcement.

Le Comité des Risques Interne se charge de valider la politique de gestion des risques opérationnels, la stratégie de continuité d'activité et de gestion de crise.

Cadre Général

Le FEC a entrepris plusieurs actions pour le renforcement du dispositif de contrôle interne et la mise en place du socle nécessaire pour la construction d'un dispositif de gestion des risques opérationnels robuste et pérenne adossé aux meilleures pratiques et conforme aux exigences réglementaires :

» Mécanisme de délégations de signatures

Le FEC a mis en place un mécanisme évolué de délégations de signatures, basé sur une définition précise des pouvoirs et une délimitation claire des responsabilités. Ce mécanisme répond aux principes suivants :

- Le principe de double signature est obligatoire pour toutes les opérations affectant les comptes du FEC ou d'autres éléments de son actif ;
- La séparation entre l'initiation et l'exécution d'une part, et le contrôle d'autre part ;
- Les remplacements sont systématiquement prévus en cas d'absence ou d'empêchement d'une personne de sorte à assurer la continuité de service.

» Manuel de procédures générales

Le FEC est doté d'un manuel de procédures générales couvrant tous les processus fonctionnels des domaines Pilotage, Métiers et Support. La cartographie générale des processus et procédures a été élaborée selon les exigences de la norme Qualité ISO 9001 V2008.

Par ailleurs, l'intégration de l'outil de modélisation MEGA process a permis d'avoir un référentiel des procédures unique, structuré et accessible par tous les collaborateurs du FEC à travers un site intranet. Ce référentiel fait l'objet d'une maintenance évolutive régulière.

» Manuel de procédures et d'organisation comptable

- Le FEC est doté d'un manuel de procédures et d'organisation comptable permettant de s'assurer que :
- toutes les opérations réalisées par le FEC sont fidèlement traduites en enregistrements comptables ;
 - tous les enregistrements sont conformes au Plan Comptable des Etablissements de Crédit et à la réglementation en vigueur ;
 - toutes les informations financières et comptables diffusées en interne et externe sont fiables, complètes et intelligibles pour ses utilisateurs.

» Manuel de contrôle interne

Conformément à la réglementation en vigueur et aux meilleures pratiques en la matière, le FEC est doté d'un manuel de contrôle interne lui permettant de veiller à la régularité et à la bonne application des procédures mises en place ainsi qu'à la formalisation des points de contrôle.

» Plan de Continuité d'Activité

Le FEC dispose, conformément aux dispositions de la circulaire n°4/W/2014 et de la directive n°47/G/2007 de Bank Al-Maghrib, d'un Plan de Continuité d'Activité approuvé par le Conseil d'Administration, permettant d'assurer selon divers scénarios de crise, le fonctionnement en mode dégradé ainsi que la reprise des activités.

La mise en œuvre du PCA a porté notamment sur la mise en place des :

- Dispositifs de continuité Système d'Information ;
- Dispositifs de continuité logistique ;
- Dispositifs de continuité ressources humaines ;
- Dispositifs de continuité des opérations.

Afin d'assurer le maintien opérationnel des dispositifs mis en place, le corpus documentaire PCA (Etude de criticité, Stratégie de continuité, procédures, plan de communication...) est mis à jour régulièrement et un plan de maintenance et du renforcement du PCA du FEC est en cours d'élaboration.

» Déclenchement du PCA pandémie Covid-19

Au cours 1^{er} trimestre 2020, le FEC a déclenché, dès le 2 mars 2020, son Plan de Continuité d'Activité (PCA), pour la gestion de crise sanitaire COVID-19 et a activé les travaux de son Comité de Gestion de Crise (CGC), avec comme objectif prioritaire la garantie de la sécurité sanitaire des collaborateurs du FEC, tout en maintenant la continuité d'activité de la Banque. Les principales missions de ce CGC s'articulent autour de :

- La définition de la stratégie de continuité des processus opérationnels et bancaires ;
- La définition de la stratégie de communication ;
- La veille permanente, notamment par rapport aux dispositions des circulaires et des communiqués des pouvoirs publics.

Pour la garantie de la sécurité sanitaire des collaborateurs du FEC, le FEC a déployé, dès le début du mois de mars 2020, les mesures de prévention sanitaire et ce, conformément aux plans de gestion de risques pandémie pré-définis au niveau du corpus documentaire PCA avec un alignement avec les recommandations émises par les pouvoirs publics, notamment par le Ministère de la Santé en tenant compte de l'évolution du contexte sanitaire lié au COVID-19 (adoption des gestes barrières par les collaborateurs, adoption des mesures restrictives liées aux réunions et aux déplacements, recours à la visioconférence pour la communication et les échanges entre les collaborateurs, les partenaires et la clientèle, port de masques obligatoire ...).

Aussi, le FEC a adopté le télétravail au sein de l'Institution et a déployé un dispositif d'organisation des structures en effectif réduit et en mode présentiel avec rotation et télétravail. Egalement, des mesures de cyber sécurité relatives au télétravail, ont été déployées, et ce en conformité avec les recommandations de la DGSSI.

En alignement avec la stratégie nationale de déconfinement, le FEC a arrêté un plan de retour progressif à la normale par une montée en effectif, qui place la préservation de la santé des collaborateurs au cœur de la préoccupation de l'institution.

Gestion des risques opérationnels

Le FEC est doté d'une cartographie des risques opérationnels qui a été reconstruite en 2010 en s'appuyant sur la typologie Bâle II et dont la mise à jour s'effectue annuellement. Cette cartographie couvre les processus relevant des domaines crédit, support et systèmes d'information et permet de cibler les processus nécessitant une surveillance particulière ou renforcée.

Le dispositif de gestion des risques opérationnels déployé au FEC, dans le cadre de la réforme Bâle II et en application de la Directive n°29/G/2007 émise par Bank Al Maghrib, permet l'identification, l'évaluation des risques opérationnels ainsi que le suivi des plans d'actions arrêtés pour les risques majeurs identifiés. Ce dispositif a été complété en 2011 par une base de collecte des incidents qui permet de dégager une vision objective des risques encourus et la réévaluation de ces risques par les résultats de la collecte des incidents opérationnels.

Le dispositif de gestion des risques opérationnels est entièrement automatisé suite au déploiement d'une application SI, permettant d'assurer :

- L'identification, l'évaluation et la surveillance des risques opérationnels à travers la cartographie des risques.
- La conciliation de la cartographie des risques avec le manuel des procédures générales.
- Le suivi des plans d'actions arrêtés pour les risques majeurs identifiés.
- La collecte des incidents liés aux risques opérationnels.

Organisation

Sur le volet organisationnel, le pilotage du dispositif de gestion du risque opérationnel est assuré par la Direction des Risques et Contrôle Permanent. Cette dernière s'appuie sur des correspondants risques opérationnels (CRO) au niveau des Entités métiers et Supports. Ces CRO se chargent de la remontée d'incidents opérationnels, de l'analyse de la base de collecte de ces incidents et de la mise en œuvre des plans d'action de couverture des risques majeurs.

A cet effet, une procédure de collecte et de remontée des incidents opérationnels ainsi qu'une fiche de déclaration de la survenance d'un incident opérationnel ont été élaborées et mises à la disposition des CRO afin d'outiller la démarche de collecte et de remontée des incidents.

La gouvernance des risques opérationnels est assurée par le Comité des Risques Interne.

Couverture des risques opérationnels

Conformément aux dispositions réglementaires relatives aux exigences minimales en fonds propres, le FEC procède depuis Décembre 2011 à la couverture des risques opérationnels. L'exigence en fonds propres pour la couverture des risques opérationnels est calculée selon l'approche "indicateur de base", soit égale à 15% de la moyenne du produit net bancaire, calculée sur les 3 dernières années.

2.4 Risques de Non-Conformité

Conformément à la circulaire n°4/W/2014 et à la directive n°49/G/2007 de Bank Al-Maghrib, le FEC s'est doté d'une politique de conformité et d'une cartographie des risques de non-conformité.

Deloitte.

Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C-Tour Ivoire 3^{ème} étage
La Marina-Casablanca
Maroc

MAZARS

101, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca
Maroc

FONDS D'EQUIPEMENT COMMUNAL

**ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE DES COMPTS SOCIAUX**

PERIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2020

En application des dispositions du Dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire du Fonds d'Equipement Communal comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et les états des informations complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2020. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 4.866.326, dont un bénéfice net de KMAD 115.902, relève de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur. Cette situation intermédiaire a été établie le 25 septembre 2020, dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Fonds d'Equipement Communal établis au 30 juin 2020, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 28 septembre 2020

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit



**Hicham Belemqadem
Associé**

Mazars Audit et Conseil



**Taha Ferdaous
Associé**

